

Brahim Guendouzi au *Jeune Indépendant* :

«L'ALGÉRIE A BEAUCOUP D'INTÉRÊTS DANS LA ZLECAF»

Page 4

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7604 – JEUDI 1er JUIN 2023
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Lutte antiterroriste

ONZE ÉLÉMENTS DE SOUTIEN ARRÊTÉS

Page 3

ATTAF À NEW YORK EN PRÉVISION DU VOTE DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

CHEMIN BALISÉ POUR L'ALGÉRIE



Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères Ahmed Attaf effectue une visite de travail à New York qui intervient en prélude aux élections de renouvellement des membres non permanents du Conseil de sécurité. Il a prononcé une allocution au siège de l'ONU, pour promouvoir la candidature de l'Algérie en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2024-2025.

Page 3

L'ALGÉRIE SUIT DE PRÈS LA SCÈNE POLITIQUE ESPAGNOLE

Sanchez joue à quitte ou double

Page 24

INTEMPÉRIES À BOUMERDÈS

Plusieurs axes routiers coupés

Page 24

BELMADI DÉVOILE SA LISTE POUR L'OUGANDA ET LA TUNISIE

Aouar arrive, Mahious aura sa chance

Page 11

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

QUELQUES JOURS APRÈS LES INTEMPÉRIES

Tipasa réceptionne des bus de transport scolaire

QUATRE bus de transport scolaire ont été réceptionnés hier par les services de la wilaya de Tipasa, au profit des écoliers habitant dans les régions affectées par les récentes intempéries a-t-on appris des services de cette wilaya.
Prise en charge par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, cette opération s'inscrit dans le cadre des mesures d'urgence décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors du Conseil ministériel de dimanche dernier.
Le président de la République avait ordonné, notamment, l'affectation d'une enveloppe de 10 milliards de DA pour la prise en charge des pertes occasionnées par les intempéries ayant touché, dernièrement, nombre de régions du pays.
Les quatre bus seront destinés au renforcement du transport scolaire dans les communes de Fouka, Bouharoune, Khemisti et Bou Ismail, notamment pour le transport des élèves habitant les zones difficiles d'accès en raison des boues accumulées, au même titre que ceux dont les familles ont bénéficié, hier mardi, de nouveaux logements dans le cadre de ces mêmes mesures, selon la même source.
A noter que le wali de Tipasa a supervisé, hier mardi, le relogement de 122 familles dont les habitations se sont totalement effondrées à la suite des récentes inondations ayant touché les communes de Fouka (56 familles), Khemisti (37 familles), Bou Ismail (24 familles), Koléa (4 familles) et Bouhroune (une famille).
Les nouveaux logements sont répartis à travers sept sites des communes de Khemisti, Bouharoune et Fouka. Les pluies diluviennes enregistrées, dans la nuit de mercredi à jeudi dernier, dans les communes de la partie -Est de Tipasa, avec des quantités d'eau estimées entre 100 et 160 mm, ont causé la mort de l'enfant Mohamed Raouf Bouazza (9 ans) à Khemisti.
Les pluies ont également engendré la fermeture partielle d'axes routiers et l'effondrement d'habitations, en plus de pertes matérielles au niveau des ports de pêche de Khemisti, Fouka et Bouharoune.
Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, accompagné de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouthar Krikou, s'est rendu au domicile familial de l'enfant Bouazza, pour transmettre les condoléances du président de la République. Il a affirmé, sur place, la «mobilisation de tous les services de l'Etat pour la prise en charge des dégâts et préserver la dignité des citoyens».

S. N.

CANDIDATS AUX EXAMENS DU BAC ET DU BEM

Des facilitations pour l'obtention de la carte d'identité

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a annoncé hier, dans un communiqué, des « mesures exceptionnelles » prises dans l'ensemble des mairies de la République pour faciliter aux candidats aux examens de fin de cycle moyen et secondaire (BEM et BAC), l'obtention de la carte nationale d'identité (CNI) biométrique, pièce obligatoire pour justifier de leur identité lors de ces examens.



« Dans le cadre des préparatifs en cours des examens du BEM et du BAC, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, informe les candidats concernés ainsi que leurs parents, de la prise de mesures exceptionnelles au niveau de toutes les mairies du pays pour leur permettre d'obtenir la CNI biométrique, pièce obligatoire pour justifier de leur identité lors de ces examens », précise le communiqué.
A cet effet, « des instructions ont été données à toutes les APC en vue de prendre en charge, prioritairement, les demandes des élèves concernés par ces examens, y compris durant les weekends (vendredi et samedi) », ajoute la même source, relevant que la Direction des titres et des documents sécurisés avait été instruite à l'effet d'accélérer la cadence de réalisation des CNI biométriques et leur remise aux APC concernées dans les délais impartis, en recourant, pour ce faire, à tous les moyens disponibles.
« Une permanence 24h/24 et 7/7 a été mise en place au niveau de cette direction pour la prise en charge de toutes les demandes jusqu'au début des examens », selon la même source.
Pour rappel, plus de 1,5 million de candidats passeront les examens nationaux (BEM et Baccalauréat) en juin 2023.
Lors d'une conférence nationale consacrée aux préparatifs des examens nationaux (session 2023) et de la rentrée scolaire 2023-2024, la tutelle a fait état de 1.590.576 candidats (scolarisés et libres) à l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), prévu du 5 au 7 juin prochain, et à l'examen du Baccalauréat, prévu du 11 au 15 juin prochain.
Ils seront 800.061 candidats, dont 52% de filles, à passer l'examen du BEM à travers 2.967 centres d'examen et 790.515 candidats, dont 59% de filles, à passer l'examen du Baccalauréat à travers 2.674 centres d'examen.
Par rapport à la précédente session, le nombre de candidats est en hausse, avec 108.213 candidats supplémentaires aux deux examens.

Mahfoudh B.

PRIX «FIKRA F'SIYAHA»

L'Algérie est sur la bonne trajectoire

L'ALGÉRIE POURSUIT ses efforts dans le secteur du tourisme afin d'asseoir des bases solides lui permettant de récupérer la place de leader du domaine dans la région, perdue durant les années 1990, et ambitionne d'atteindre 4.5 millions de touristes étrangers en 2027. C'est ce qu'a indiqué au Jeune Indépendant, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, en marge de la cérémonie organisée hier à Alger, pour le lancement officiel du 2ème Prix destiné aux jeunes porteurs d'idées et de projets innovants dans le domaine touristique, «Fikra f'siyaha».
La promotion du tourisme en Algérie est l'une des priorités des Hautes autorités du pays, qui « accordent une importance majeure» à ce secteur touristique stratégique, a affirmé M. Didouche, tout en mettant l'accent sur la nouvelle stratégie adoptée par son département pour promouvoir la destination algérienne.
« L'Algérie a d'énormes potentialités touristiques pour devenir la première destination des touristes étrangers dans la région et nous œuvrons à mettre en place tous les moyens nécessaires pour atteindre l'objectif de 4.5 millions de touristes étrangers en 2027 », a-t-il précisé.
S'agissant des sites historiques, pouvant contribuer grandement au développement du tourisme en Algérie, le ministre a assuré que toutes les mesures ont été prises pour que ces sites archéologiques de renommée mondiale soient un moyen d'attractivité, ajoutant que l'Algérie ambitionne de replacer la culture au centre des enjeux touristiques et ainsi se positionner sur le tourisme culturel.
Par ailleurs, M. Didouche a présidé le lancement officiel du prix «Fikra f'siyaha», qui s'inscrit dans le cadre du programme de coopération «Jil-SIYAHA» mené par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat et la Délégation de l'Union européenne (UE) en Algérie, consacrée aux jeunes entrepreneurs et porteurs d'idées de projets dans le domaine touristique, âgés entre 18 et 35 ans.
Le ministre du Tourisme a souligné, dans ce cadre, l'importance du lancement de ce Prix pour récompenser les jeunes porteurs d'idées créatives et les meilleurs projets touristiques, notamment dans les domaines du tourisme écologique et de l'artisanat, en sus de la valorisation du patrimoine culturel.
Il a, en outre, souhaité voir ces projets contribuer à la promotion de la destination touristique Algérie dans différentes régions du pays et donner une nouvelle impulsion au voyage dans ce pays.
Le ministre a, également, rappelé que le dernier délai pour présenter les projets participant à ce Prix a été fixé au 25 juillet, appelant les jeunes du pays à contribuer fortement au service et à la promotion du tourisme en Algérie, ainsi qu'à la création de la richesse économique locale.
Pour sa part, le président de la Délégation européenne en Algérie, M. Thomas Eckert, a affirmé que ce prix ambitieux visait essentiellement à engager les jeunes porteurs de projets innovants à promouvoir davantage la destination Algérie en présentant tous les circuits touristiques existants.
Le programme «Jil siyaha» s'articule autour de quatre axes : promouvoir la gouvernance touristique locale et mobiliser les jeunes pour devenir des acteurs du développement touristique local, consacrer des sessions de formation adaptées aux demandes des clients et créer de nouvelles activités touristiques selon les spécificités de chaque wilaya.
Il est à rappeler que, le cabinet britannique Oxford Busines Group (OBG), reprenant des indications formulées par World Travel & Tourism Council (WTTC) (Conseil mondial du voyage et du tourisme, avait affirmé que 4,4 millions de touristes internationaux sont attendus en Algérie en 2027.

Mohamed Mecelti

ATTAF À NEW YORK EN PRÉVISION DU VOTE DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Chemin balisé pour l'Algérie

L'Algérie va continuer à apporter sa contribution, en tant que partenaire «responsable et fiable», face aux défis mondiaux, en soumettant des idées et des initiatives à même de renforcer le rôle du multilatéralisme dans la préservation de la paix et de la sécurité internationales. C'est ce qu'a indiqué avant-hier soir, depuis New York, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf.



Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, M. Attaf effectue une visite de travail à New York qui intervient en prélude aux élections de renouvellement des membres non permanents du Conseil de sécurité. Il a prononcé une allocution au siège de l'ONU lors d'une réception organisée au siège de l'ONU dans le cadre des activités visant à faire la promotion et à mobiliser l'appui à la candidature de l'Algérie pour obtenir la qualité de membre au Conseil de sécurité pour la période 2024-2025.

Lors de cette cérémonie qui s'est déroulée en présence d'un nombre important d'ambassadeurs, de représentants des pays membres à l'ONU, et des cadres et fonctionnaires de cette organisation, M. Attaf a évoqué les défis auxquels se heurte l'ONU actuellement et les perspectives permettant de les relever, insistant sur la relation particulière et exceptionnelle entre l'Algérie et les Nations unies, outre le rôle de l'Algérie dans son environnement régional avec ses dimensions arabe, africaine et méditerranéenne.

Concernant la candidature de l'Algérie au Conseil de sécurité, le ministre a affirmé qu'elle «s'inscrit dans le prolongement naturel de son rôle et de son engagement à renforcer la coopération internationale pour l'édification d'un ordre mondial consacrant la paix, la stabilité et la prospérité», rappelant le slogan choisi par l'Algérie pour sa candidature: «Ensemble pour défendre les principes et les objectifs de la Charte des Nations Unies pour un avenir meilleur pour tous».

Et d'ajouter que la vision algérienne était traduite dans les priorités que l'Algérie œuvrera à réaliser au sein du Conseil de sécurité, consistant en les efforts pour le règlement pacifique des crises, la consolidation des partenariats, la promotion du rôle des organisations régionales et de la place de la femme et des jeunes dans les processus de paix, outre la concentration davantage d'efforts sur la guerre internationale contre le terrorisme.

A cet effet, M. Attaf a réitéré «l'engagement fort et résolu du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, assurant que l'Algérie assumera cette responsabilité avec un profond sentiment de modestie, d'abnégation et de sérieux, et qu'elle contribuera en tant que partenaire responsable et fiable à faire face aux défis mondiaux, à travers la proposition d'idées et d'initiatives susceptibles de renforcer le rôle du multilatéralisme dans la préservation de la paix et de la sécurité internationales». Evoquant les défis qui pèsent actuellement sur les Nations Unies, le ministre a souligné qu'ils sont «désormais accentués et plus rigoureux qu'ils ne l'étaient par le passé», précisant qu'en dépit de toutes les lacunes émaillant le travail de cette organisation en raison de l'absence de la volonté politique nécessaire pour honorer des promesses qui ont trop duré, les peuples de la planète demeurent attachés à cette organisation en tant que «lueur d'espoir et dépositaire éternel» des aspirations légitimes de l'humanité tout entière.

ALGÉRIE-ONU : UNE RELATION «SPÉCIALE ET PRIVILÉGIÉE»

Le ministre a qualifié la relation entre l'Algérie et l'ONU de «spéciale, unique et privilégiée», soulignant que de nombreux jalons historiques de l'Algérie mettaient en exergue et expliquaient la nature de cette relation, amorcée en 1956 lorsque la question de décolonisation de l'Algérie a été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale (AG). Il a, dans le même contexte, rappelé les principales haltes historiques qui ont suivi ce grand évènement, mettant en lumière la date du 8 octobre 1962 qui marque l'adhésion de l'Algérie à l'ONU, ainsi que le rôle qu'elle a, plus tard, joué dans la décolonisation en Afrique et hors Afrique. Le ministre a également mis en avant le rôle de l'Algérie à l'avant-garde du mouvement des Etats du tiers-monde, en sus des efforts consentis à cet effet, pour la restructuration des relations internationales à l'ère post-coloniale. L'ensemble de ces développements historiques, poursuit le ministre, ont contribué à «forger l'identité de la politique étrangère de l'Algérie et à renforcer son engagement indéfectible à l'accomplissement de ses missions dans la réalisation des objectifs stipulés dans la Charte de l'ONU, outre la contribution résolue aux efforts mondiaux dans le but d'assurer un avenir meilleur à l'humanité.

Mohamed M.

LUTTE ANTITERRORISTE

Onze éléments de soutien arrêtés

ONZE ÉLÉMENTS de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans des opérations distinctes à travers le territoire national, durant la période allant du 24 au 30 mai 2023, selon un bilan opérationnel rendu public hier par le ministère de la Défense nationale (MDN).

Outre les différentes opérations entrant dans le cadre de la lutte contre le terrorisme menée par des détachements de l'Armée nationale populaire, d'autres ont été effectuées, ayant abouti à « des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente des Forces armées à travers tout le territoire national », es-il précisé de même source.

Dans un autre registre, à savoir la lutte contre la criminalité organisée sous toutes ses formes, le MDN a précisé que « des tentatives d'introduction d'immenses quantités de drogues s'élevant à 4 quintaux et 67 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, ont été déjouées par des détachements combinés de l'ANP, en coordination avec les différents services de sécurité, durant la même période, ainsi que la saisie de 181334 comprimés psychotropes ».

Abondant dans le même sens, le bilan a révélé qu'en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic, 78 narcotrafiquants ont été arrêtés lors d'opérations exécutées à travers les régions militaires. A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam, Djanet et Tindouf , des détachements de l'ANP ont neutralisé 265 individus et saisi 26 véhicules, 112 groupes électrogènes, 81 marteaux piqueurs, 07 détecteurs de métaux, 70 quintaux de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite.

De même, 33 autres individus ont été arrêtés, et deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, 10 fusils de chasse, des quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation s'élevant à 22 tonnes, en sus de 24 quintaux de tabacs ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national, a ajouté la même source.

Samia Acher

BASE NAVALE DE MERS EL KEBIR

Chanegriha en visite d'inspection

DANS LE cadre de sa visite de travail et d'inspection en 2º Région Militaire, à Oran, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire, a effectué hier une visite au niveau de la Base Navale Principale de Mers-El-Kebir, où il s'est enquis des conditions de travail et de vie des personnels et inauguré de nouveaux ateliers relevant de l'Entreprise de Construction et de Réparation Navales. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Après la cérémonie d'accueil, donnée au niveau de ladite Base par le Général-Major Mahfoud Benmeddah, Commandant des Forces Navales, le Général d'Armée, accompagné du Général-Major Mohamed Taieb Brakni, Commandant de la 2 Région Militaire, a suivi un exposé exhaustif présenté par le Commandant des Forces Navales sur l'état d'avancement du programme de développement des Forces Navales.

Par la suite, le Général d'Armée s'est rendu à l'Entreprise de Construction et de Réparation Navales, où il a procédé à l'inauguration de nouvelles infrastructures de production, au profit de cette entreprise, leader dans son domaine à l'échelle nationale.

La cérémonie d'inauguration a été ponctuée par la visite des nouveaux ateliers, ainsi que de la chaine de construction et le complexe élévateur, où le General d'Armée a suivi les différentes phases de construction des premiers remorqueurs, fabriqués au niveau de l'Entreprise de Construction et de Réparation Navales.

A ce titre, des explications exhaustives lui ont été fournies par les responsables des ateliers. In situ, Chanegriha a donné des instructions et des orientations portant notamment sur la nécessité de préserver cet important acquis et d'accomplir les missions assignées, avec rigueur et dévouement, au service des intérêts suprêmes du pays.

A l'issue de cette visite, le Général d'Armée a procédé à l'inspection des formations navales avant de visiter certaines unités flottantes où il s'est enquis de leur disponibilité et de leurs diverses composantes et équipements modernes.

Mahfoudh B.

EN VISITE À ALGER

Le recteur de la Mosquée de Paris reçu par Tebboune

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, hier à Alger, le recteur de la Mosquée de Paris, Dr Chems-Eddine Hafiz, saluant à l'occasion le rôle de ce prestigieux établissement religieux qui tend à hisser la bannière de l'Islam modéré, de la fraternité et de la tolérance, dans le respect des lois de l'Etat hôte. C'est ce qu'indique hier un communiqué de la Présidence de la République.

«Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, ce jour, le recteur de la Mosquée de Paris, Dr Chems-Eddine Hafiz, qui lui a présenté un exposé détaillé sur l'activité et les missions de la mosquée, au service de la communauté algérienne et musulmane en France'', ajoute la même source.

«A cette occasion, le Président Tebboune a remercié le recteur de la Mosquée de Paris pour ses efforts, saluant le rôle de ce prestigieux établissement religieux qui tend à hisser la bannière de l'Islam modéré, de la fraternité et de la tolérance, dans le respect des lois de l'Etat hôte», conclut le communiqué.

Mohamed M.

LE MINISTRE DU COMMERCE L'A AFFIRMÉ DEPUIS NAIROBI

L'Algérie plaide pour l'accélération de la ZLECAF

L'Algérie veut faire de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) une réalité. Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a souligné l'impératif d'accélérer l'activation de cette zone, mettant en avant l'approche de l'Algérie qui repose sur la mise en place d'une réelle stratégie continentale.



L'Algérie, qui a ratifié le 15 décembre 2019 l'accord de libre-échange, veut accélérer l'activation de la ZLECAF. C'est depuis Nairobi (Kenya) qui accueille les travaux de la réunion des ministres du Commerce de la ZLECAF que le premier responsable du département du Commerce a souligné la nécessité d'aller de l'avant.

M. Zitouni a, en effet, mis l'accent sur «l'impératif d'accélérer l'activation de la ZLECAF et d'entamer, dans une première étape, les échanges commerciaux intra-africains, en plus de penser à développer les différentes industries suivant une stratégie continentale, en vue d'accroître le taux d'intégration et de réaliser l'insertion économique continentale entre les Etats africains».

Selon le ministre, cette stratégie « créera de nouveaux emplois et des chaînes de valeur et permettra aux Etats africains de créer la richesse via la transformation de leurs ressources brutes et leur industrialisation au plan continental». Le ministre a, en outre, mis en avant l'approche de l'Algérie. Lors d'une présentation sur les règles d'origine relatives aux véhicules et au textile, le ministre a affirmé que «l'approche algérienne repose sur la mise en place d'une véritable stratégie continentale, notamment dans les domaines de l'industrie du textile, des matières premières et de sous-traitance dans le secteur automobile, avec l'exploitation de tout le potentiel que recèle le continent africain».

Définir les priorités de la mise en œuvre de l'accord de la ZLECAF a été au programme de la réunion du Conseil des ministres du Commerce de la ZLECAF durant deux jours (30 et 31 mai). Cela dans le cadre du thème retenu pour cette année par l'Union africaine.

L'accélération de la zone de libre-échange continentale africaine a été, en effet, au centre des discussions du 36e Sommet de l'Union Africaine, du mois de février passé. La nécessité et l'importance d'accélérer la mise en place de cette Zone de libre-échange ont été soulignées par les intervenants, notamment dans un contexte international marqué par l'instabilité alimentée par des conflits géopolitiques. Une situation qui a une incidence sur le continent africain. Ainsi, en plus de la volonté de mettre en place cette Zone de libre-échange continentale, les dirigeants africains sont appelés à intensifier les efforts.

Lilia Aït Akli

BRAHIM GUENDOUZI, ÉCONOMISTE, AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«L'Algérie a beaucoup d'intérêts dans ce vaste marché africain»

Le Jeune Indépendant : ***L'Algérie a appelé à la nécessité d'accélérer le processus d'activation de la ZLECAF. Selon vous, pourquoi ? Et quels avantages pour le pays ?***

Brahim Guendouzi : Le marché africain est un marché à potentiel important, peut-être le plus important au monde. Les pays d'Afrique représentent 1,4 milliard d'habitants dans 55 pays, avec une diversité culturelle, mais aussi en termes de ressources naturelles. L'Algérie a beaucoup d'intérêt sur ce vaste marché africain. Il faut, en premier lieu, signaler l'expérience passée avec l'Union européenne qui est un marché verrouillé. Les Algériens ont eu du mal à placer leurs produits sur ce marché difficile d'accès.

Donc, le marché le plus accessible pour les entreprises algériennes c'est le marché africain. On a les mêmes conditions. En dépit de la grande concurrence, il reste un marché accessible et je pense que pour l'Algérie, dans ses objectifs principaux de diversifier ses exportations, l'idéal c'est de placer un grand nombre de produits sur ce marché.

Pour ce qui est des importations, il n'y a pas d'interdictions. Il y a une sorte de protectionnisme qui est pratiquée par tous les pays qui prennent des mesures afin de protéger une industrie naissante, une production nationale menacée, autrement le commerce est libre.



Les pouvoirs publics algériens sont conscients de cette concurrence déloyale sur certains produits, la raison pour laquelle des mesures sont prises pour protéger la production locale.

Selon vous, pourquoi la mise en place de ZLACEF tarde à se concrétiser ?

L'idée de base qui a été l'initiation de l'Union africaine est que le commerce sera le facteur de développement des pays africains.

C'est à travers le commerce qu'ils vont initier un développement économique large, intégré et performant. Sur les 55 pays africains, il y a des différences importantes en termes d'organisation économique, de droits de douane, de capacité de production.

La diversité des situations fait que les négociations prennent du temps lorsqu'il s'agit des questions sensibles comme le commerce extérieur. Je pense que le plus grand du travail a été fait. Maintenant, c'est aux entreprises de prendre le relais pour développer des transactions et les échanges.

Il y a aussi une véritable difficulté relative à la logistique dans les pays africains. Cette dernière pose problème, car certain pays n'ont pas de façades maritimes, donc la difficulté de transporter les marchandises par voie aérienne ou routière se pose, comme au niveau du Mali et du Niger, où cette question pose problème. Cette situation peut entrainer des frais élevés et ça peut être un frein pour le commerce. Néanmoins, il faut signaler que de grands pas sont faits pour ce qui est des aspects techniques de la ZLECAF.

Pour la partie algérienne, il y a des mesures incitatives prises par les pouvoirs publics pour accompagner les entreprises exportatrices, à l'instar de l'ouverture d'agences bancaires au niveau de certaines capitales africaines, l'accompagnement de la Safex pour les entreprises dans le cadre de la prospection de marché.

La mise en place de la Zone de libre-échange africaine peut-elle constituer une solution pratique en vue de mettre le continent à l'abri des crises économiques internationales ?

Il faut savoir qu'il y a un effet de contagion inévitable quand il y a une crise. Actuellement, il y a une prise de conscience, c'est que les pays africains veulent attirer le plus grand nombre d'investissements et ils veulent enclencher un processus d'industrialisation. Ils veulent bénéficier d'une certaine attractivité par rapport à certains investisseurs qu'ils soient européens, nord-américains ou asiatiques. L'objectif est de développer les capacités industrielles pour valoriser des matières locales et diversifier la production et les exportations. Il est aussi question d'enclencher le processus d'industrialisation, car ce dernier doit avoir un impact positif sur l'emploi, l'apprentissage technologique, le savoir-faire... Les conditions d'accès sont définies par les responsables des pays africains dans le cadre de l'Union africaine notamment, ce qui touche au démantèlement tarifaire, qui se fera progressivement, mais une grande partie a été déjà négociée. Il y aura des investissements croisés entre ces pays, un partenariat développé. L'ensemble de ces axes importants vont permettre aux pays africains de se constituer en un marché important d'ici l'horizon 2030.

Entretien réalisé par Lilia A. A.

VIOLENCE DANS LES MILIEUX HOSPITALIER ET SCOLAIRE

Nécessité d'un personnel compétent et formé

La violence dans les milieux scolaire, hospitalier ou autre ne date pas d'aujourd'hui. Elle ne cesse de prendre de l'ampleur au point de devenir un problème récurrent auquel il faut faire face.

En se basant sur une trentaine d'années d'expérience et d'exercice sur le terrain, le docteur Fethi Benachenhou, médecin de santé publique, a déclaré au *Jeune Indépendant* qu'»il est impératif de combattre ce fléau, mais il faudrait se pencher sur les conditions qui ont poussé les agresseurs à passer à l'acte».

L'instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, concernant le durcissement des sanctions à l'encontre des auteurs d'agressions à l'encontre des enseignants, des médecins et des professionnels de la santé, a suscité plusieurs réactions de la part des professionnels des deux secteurs.

Pour le Dr Fethi Benachenhou, il faut refuser et combattre l'agression d'où qu'elle vienne, indiquant que «ce n'est pas uniquement le personnel médical qui est agressé, mais tout le personnel thérapeutique y compris les femmes de ménage, les agents de sécurité de l'hôpital ou de la polyclinique qui sont, eux aussi, victimes d'agression et de violence». Il a révélé qu' «il a été lui-même physiquement agressé, il y a de cela 15 ans, lors d'une garde effectuée aux urgences de l'hôpital de Kouba».

Le Dr Benachenhou a tenu à soulever un aspect qu'il juge important, sur le pourquoi de cette violence, l'atmosphère de sa survenue : «Ce qu'il faut dire, c'est qu'une fois qu'on a condamné les auteurs des agressions et précisé leur position concernant l'agression ou la violence physique, il faut comprendre et se pencher sur les conditions de la survenue de ces agressions physiques. C'est très important de savoir ce qui a amené à commettre une agression, car une agression ne tombe pas du ciel». Et d'enchaîner : «Moi ce que je peux dire en matière de personnel thérapeutique médical, infirmier, agent de sécurité, femmes de ménage, est que ce qui amène à cette agression est souvent lié aux conditions de travail et d'exercice qui ne peuvent qu'entraîner une sorte de tension et «d'électrification» de la situation et il y a passage à l'acte».



Abondant dans le même sens, le professionnel de santé s'est interrogé : «Est-il il est vrai que quand quelqu'un commet un acte de violence, il doit être arrêté et jugé par la loi, mais a-t-on résolu pour autant les conditions qui l'ont poussé à commettre cet acte de violence à l'hôpital ou dans une polyclinique»

Face à cette situation, le Dr Benachenhou a insisté sur l'impératif d'avoir un personnel compétent à tous les niveaux (la réception et autres services) en formant les médecins et tout le personnel thérapeutique à faire face non seulement en situation d'ordre médical mais aussi à une situation d'urgence.

Il faut former pour savoir gérer et contrôler les personnes angoissées qui viennent aux hôpitaux et autres établissements sanitaires.

Dans le détail, il a fait savoir qu'»il faut s'attendre à ce qu'il y ait une accumulation de personnes angoissées qui ramènent des malades ou des patients aux urgences et dans la situation dans laquelle ils se retrouvent , ces derniers sont amenés à commettre des actes agressifs», en notant que «les agressions sont commises souvent et avec force au niveau des services des urgences». Pour toutes ces raisons, le Dr Benachenhou a insisté sur «la nécessité de redoubler de compétence pour justement gérer cette angoisse et celle-ci ne peut être gérée que par l'ensemble de l'équipe et du personnel compétent qui, lui-même, doit être à même de savoir dans quelle situation il évolue pour pouvoir la gérer».

Il poursuit : «La nuit, les services des urgences médicales sont des lieux qui attirent, au de-là de l'état médical propre, les «âmes en perdition» angoissées, ou ceux qui consomment divers produits et qui viennent dans les hôpitaux. Ces gens-là ne se contrôlent pas, raison pour laquelle il faut un personnel adapté spécialisé pour gérer par exemple quelqu'un qui est sous l'effet d'une drogue ou de l'alcool, en le détectant rapidement puis le mettre hors d'état de nuire».

Pour conclure, il a ajouté qu' «on n'affecte pas un personnel par mesure disciplinaire, il faut affecter le personnel par compétence à tous les niveaux».

Pour sa part, Boualem Amoura, secrétaire général du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef) a déclaré au *ii* que «cette décision prise par le président de la République criminalisant les auteurs des agressions à l'encontre des enseignants n'est qu'une réponse à nos revendications qui datent d'une dizaine d'années sur la lutte contre le phénomène de la violence, mais pas uniquement contre les enseignants mais de la violence dans le milieu scolaire et en dehors, d'où qu'elle vienne».

L'ACCOMPAGNEMENT PÉDAGOGIQUE INDISPENSABLE

Dans ce sens, il a expliqué que «les syndicats et le Satef avaient demandé une loi criminalisant la violence à l'égard des enseignants et de tous les travailleurs de l'éducation, parce qu'on agresse aussi les directeurs, les intendants surtout à la rentrée scolaire pour la prime de scolarité. La violence n'est pas née d'aujourd'hui, elle date de plusieurs décennies».

Et d'ajouter: «Le Président a répondu favorablement, c'est bien mais cela n'est pas suffisant. Ceci ne va pas régler le problème parce que c'est après l'agression de l'enseignante de Batna avec un couteau que je pense qu'il y a eu une prise de conscience».

Boualem Amoura a fait savoir qu'il faudrait prendre des mesures d'accompagnement pédagogiques de cette loi.

«Il faut mettre les ressources humaines en nombre important pour les établissements scolaires, en l'occurrence des adjoints de l'éducation, des surveillants généraux, des encadreurs, des accompagnateurs éducatifs des auxiliaires éducatifs.

Aujourd'hui, je réitère encore une fois les résolutions émises en 2015 et 2016, à savoir la mise en place de caméras de surveillance à l'entrée des établissements scolaires, le renforcement des patrouilles des services de sécurité durant les horaires d'entrée et de sortie des élèves, ainsi que la multiplication des campagnes de sensibilisation». Pour lui, il est impératif d'ouvrir des postes budgétaires pour recruter dans les établissements scolaires des encadreurs, des accompagnateurs et des psychologues pour une meilleure prise en charge des élèves en détresse ou de ceux qui s'adonnent déjà à la drogue.

Pour conclure, Boualem Amoura a tenu à préciser que le «Satef traite des dossiers en profondeur avec une vision anticipatrice et lointaine. Pour ce qui est de la violence verbale ou physique, nous avions alerté sur ce phénomène depuis plusieurs années, mais personne ne nous a écoutés. Nous l'avions traité sous tous les angles. Nous dénonçons la violence exercée de l'élève envers l'enseignant et l'inverse, d'où qu'elle vienne».

Pour rappel, en janvier 2023, le juge d'instruction près le tribunal de N'gaous, dans la wilaya de Batna, avait ordonné le placement en détention préventive au jeune mineur A. H., auteur d'une agression à l'arme blanche contre l'enseignante Rayhana Benchia au CEM Ammari-Saïd. L'adolescent, qui avait poignardé son enseignante après que celle-ci eut convoqué son père pour l'entretenir au sujet de ses écarts de conduite, avait été placé sous mandat de dépôt dans l'aile réservée aux mineurs de la prison de Batna.

Samia Acher

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ENFANT

Cherfi met en exergue les progrès enregistrés

LA DÉLÉGUÉE nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi, a affirmé que l'Algérie avait enregistré un «progrès remarquable» en matière de protection de l'enfant et de la promotion de ses droits, soulignant que de nombreux acquis ont été obtenus dans différents domaines au profit de cette catégorie sociale.

Mme Cherfi a fait savoir dans une déclaration à la veille de la Journée internationale de l'enfant, célébrée le 1er juin de chaque année, soulignant que l'enfant «occupe une place importante dans les politiques nationales mises en place dans le cadre de l'application du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune».

Evoquant la Constitution de 2020 qui a renforcé les droits de l'enfant et consacré le principe de l'intérêt suprême de l'enfant, la même responsable a rappelé la loi n 15-12 relative à la protection de l'enfant qui vise à assurer la prise en charge et la protection au profit de cette catégorie, outre la création de l'Organe national de protection et de promotion de l'enfance (ONPPE) pour renforcer la coordination entre tous les acteurs du domaine de l'enfance à travers une commission permanente regroupent les représentants des différents secteurs ministériels, organes et associations. Concernant les mécanismes de signalement mis en place par l'instance, Mme Cherfi a souligné que l'ONPPE a reçu, depuis janvier dernier, plus de 28 000 appels téléphoniques via le numéro vert 1111, dont près de 300 signalements de cas d'atteinte aux droits de l'enfant pris en charge et traités.

Elle a, dans ce sens, mis en avant le rôle de la cellule de saisine composée de juristes, d'assistants et de psychologues, dont la mission consiste à intervenir et à vérifier sur place la véracité des cas signalés pour leur prise en charge, l'objectif étant d'écarter l'enfant du danger.

L'instance utilise aussi le numéro vert pour accompagner les familles et leur apporter aide et conseils en matière de protection contre les fléaux sociaux, notamment la prévention contre les risques de la drogue.

Mahfoudh B.

TURQUIE

Victoire électorale d'Erdogan Quelle sera la prochaine étape ?

« Regardez le niveau auquel notre pays est arrivé au cours des 20 dernières années. (L'opposition) nous ramènerait 50 à 60 ans en arrière », a déclaré Bekir Ozcelik, un agent de sécurité à Ankara, qui a voté pour Erdogan. « Aucun autre dirigeant au monde n'est à la hauteur d'Erdogan », rapporté à l'Associated Press (AP) le 23 mai 2023.

Par Peter Koenig



Ce point de vue est partagé par une grande majorité de Turcs. En effet, le président turc sortant Recep Tayyip Erdogan est de retour au pouvoir, réélu pour encore cinq ans avec une marge officielle de 52% : 48% (les résultats officiels sont de 52,16% contre 47,84%) des suffrages exprimés lors du second tour du 28 mai 2023, battant son adversaire pro-occidental entièrement compromis Kemal Kilicdaroglu.

Avec le parti AK (« Parti de la justice et du développement ») et ses alliés remportant 323 des 600 sièges, le président Erdogan a également pu promettre la stabilité offerte par le contrôle à la fois de la législature et du gouvernement.

Sur les 85 millions de Turcs, quelque 64 millions avaient le droit de voter, dont environ 75 % à 80 % ont voté à ce second tour – ce qui était nécessaire car lors du premier scrutin du 14 mai, aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue.

Par la plus étroite des marges étroites, Erdogan n'a pas remporté la majorité absolue du premier coup (49,5% contre 44,8% de son adversaire). Auparavant, il était en tête des sondages avec des écarts allant jusqu'à 15 % et plus ; le vote du premier tour a été le signe d'une manipulation des votes. C'est typique des méthodes américaines / Tavistock conduisant à la fraude électorale : provoquer un second tour, au cours duquel ils « arrangeront » généralement leur candidat pour qu'il soit en tête, contre toute attente. Voir ceci .

Il semble que cette fois, les plans occidentaux n'aient pas fonctionné. Les résultats du second tour vont tout à fait à l'encontre de l'agenda occidental. Les USA/UE voulaient un candidat pro-occidental, anti-russe, pour des sanctions contre la Russie, et pro-OTAN – tout ce que Kemal Kilicdaroglu a proposé.

Donc, pour l'instant, la soi-disant démocratie prévaut. Tous les « dirigeants » ont révélé des éléments importants tels que le président Biden et Madame von der Leyen, présidente non élue de la Commission européenne, ont félicité Erdogan pour sa « victoire ».

QUELLE BANDE D'HYPOCRITES !

Après l'officialisation de sa victoire électorale, le président Erdogan a déclaré :

« Nous avons terminé le deuxième tour des élections présidentielles avec la faveur de notre peuple. Nous dirigerons le pays pendant les cinq prochaines années. Si Dieu le veut, nous serons dignes de votre confiance comme nous l'avons été au cours des 21 dernières années. »

Erdogan est une figure singulièrement dominante de la politique turque depuis qu'il a été élu Premier ministre en 2003. Trois mandats consécutifs en tant que Premier ministre ont été suivis de deux mandats en tant que président à partir de 2014. Entrant dansson cinquième mandat consécutif, M. Erdogan a déclaré que les 85 millions de Turcs étaient les « vainqueurs » de cette élection. Il a promis comme principales priorités d'unifier le pays, de réduire l'inflation et, surtout, de s'occuper des victimes du tremblement de terre dévastateur d'une magnitude de 7,8 survenu près de la frontière entre la Turquie et la Syrie aux premières heures du lundi 6 février 2023.

Avec plus de 50 000 personnes tuées et plus d'un demi-million de blessés, sans parler des victimes de la destruction des biens et des infrastructures, qui ont fait environ 1,5 million de sans-abri, le tremblement de terre a été l'une des plus grandes catastrophes à frapper la région ces derniers temps.

D'après les témoignages recueillis dans la rue, la plupart des gens pensent qu'Erdogan a bien géré les mesures prises pour contrer la catastrophe.

Il y a de fortes indications, bien qu'il n'y ait pas encore de preuve, que l'énorme secousse dans une zone où aucun tremblement de terre n'a été enregistré depuis au moins 700 ans a été provoqué par l'homme, dans le cadre d'une technologie ENMOD / HAARP – voir ceci .

Les autres priorités mentionnées par le président comprenaient la lutte contre l'inflation actuellement à environ 50 %, une réduction considérable par rapport aux 80,5 % en 2022. Erdogan a promis de la maîtriser. Soit dit en passant, cette inflation a été largement fabriquée par les États-Unis/Occident, comme un moyen indirect de « sanctionner » la Turquie pour sa position moins que « compromis » vis-à-vis de l'OTAN, c'est -à-dire l'achat de la défense aérienne russe S-400 Triumf . système, au lieu du système inférieur American Patriot.

L'inflation peut être «fabriquée» en manipulant les chaînes d'approvisionnement des États-Unis et de l'Europe, sur les biens et services dont la Turquie a besoin et éventuellement des contrats à long terme avec l'Occident.

UELLE SERA LA PROCHAINE ÉTAPE ?

Compte tenu de l'ambition absurde de l'Occident de continuer à dominer le monde vers un ordre mondial unique (OWO), malgré tous les signes annonçant un monde multipolaire, il n'est peut-être pas exagéré de supposer que Washington et le vassal-Bruxelles ne se contenteront pas de regarder et laissez Erdogan jouer sa politique, se renforçant de plus en plus vers l'est – pour propager ce qui a été dit auparavant – LÀ OÙ SE TROUVE L' AVENIR .

La manipulation de la population à la manière de Tavistock et DARPA (Defense Advanced Research Projects Agency) est une possibilité, conduisant à des problèmes d'instabilités nationales, ou à des bouleversements purs et simples de type « Révolution de couleurs ». Erdogan et ses alliés doivent certainement s'y préparer

Il n'est donc pas surprenant qu'il resserre le contrôle sur l'armée. Il s'agit davantage d'empêcher toute ingérence étrangère dans la situation géographique hyper-stratégique de la Turquie que d'abolir la « démocratie ».



Bien sûr, la propagande occidentale, également payée par le complexe industriel de la « tromperie financière-militaire », ne subira jamais ce côté de l'histoire. Pourtant, si une ingérence similaire se produisait aux États-Unis ou en Europe par la Russie ou la Chine – nous serions dangereusement confrontés à une troisième guerre nucléaire mondiale – ce qui est, comme ces lignes sont écrites, et alors que le niveau de puissance et d'influence de l'Occident s'affaiblit, un risque concret.

Plus les gens seront attentifs et conscients de ces » manœuvres de tromperie » (« jeu de dupes ») de l'Occident, plus les chances de l'humanité d'éviter une telle confrontation destructrice seront grandes.

Peter Koeni

SOUDAN

Les combats continuent et l'aide humanitaire n'arrive toujours pas

Malgré une nouvelle prolongation de la trêve, raids aériens, tirs d'artillerie et mouvements de blindés n'ont jamais cessé. Raids aériens et combats ont encore fait rage mardi 30 mai au Soudan, malgré une nouvelle prolongation de la trêve pour tenter d'acheminer une aide humanitaire vitale dans ce pays au bord de la famine. En guerre depuis le 15 avril, l'armée du général Abdel Fattah Al-Burhan et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohamed Hamdan Daglo dit « Hemetti » ont accepté lundi soir de prolonger de cinq jours un cessez-le-feu théoriquement en vigueur depuis le 22 mai.



Mais, sur le terrain, les raids aériens, tirs d'artillerie et mouvements de blindés n'ont jamais cessé. Mardi, raids aériens et combats ont continué jusque tard dans la nuit à Khartoum et au Darfour, vaste région frontalière du Tchad, ont raconté des habitants à l'AFP. « Il n'y a pas de cessez-le-feu au Soudan », affirme le chercheur Rashid Abdi, du Rift Valley Institute. « Il y a un énorme fossé entre la réalité sur le terrain au Soudan et la diplomatie à Jeddah », en Arabie saoudite, où les médiateurs américains et saoudiens ont négocié la trêve avec les émissaires des deux camps, écrit-il. La guerre a déjà fait plus de 1 800 morts, selon l'ONG Acled, et près d'un million et demi de déplacés et de réfugiés selon l'ONU. « Les pillages sont devenus monnaie courante à Khartoum, avec des quartiers entièrement ratissés », témoigne un humanitaire du Norwegian Refugee Council (NRC). Et les deux belligérants ne semblent pas vouloir faire taire les armes. « L'armée est prête à se battre jusqu'à la victoire », a lancé le général Al-Burhan en visitant ses troupes à Khartoum mardi. Les FSR, elles, disent continuer à exercer « leur droit de se défendre » face « aux violations de la trêve par l'armée ».

PRÈS DE SEPT SEMAINES DE GUERRE

Le Soudan était déjà avant la guerre l'un des pays les plus pauvres du monde. Un habitant sur trois y souffrait de la faim, les longues coupures d'électricité étaient quotidiennes et le système de santé au bord de l'écroulement. Après près de sept semaines de guerre, 25 des 45 millions de Soudanais ont besoin d'aide humanitaire pour survivre, selon l'ONU. Parmi eux, plus de 13,6 millions d'enfants, souligne l'Unicef, dont « 620 000 en état de malnutrition aiguë qui, pour moitié, pourraient mourir s'ils ne sont pas aidés à temps ».

Les trois quarts des hôpitaux des zones de combat sont hors d'usage, les autres n'ont quasiment plus d'équipements ni de médicaments. Jusqu'ici, les humanitaires n'ont pu acheminer que de petites quantités de nourriture ou de médicaments car leurs employés ne peuvent se déplacer et leurs cargaisons sont bloquées aux douanes.

« L'aide alimentaire distribuée il y a des semaines ne suffisait que pour quelques jours » à Madani, une ville au sud de Khartoum qui accueille les déplacés de la capitale, raconte Ahmed Omer, du NRC, en décrivant ceux qui « dorment par terre, les enfants malades, les femmes enceintes et les personnes âgées qui ont besoin de soins vitaux ».

Au Darfour, certaines régions sont coupées du monde, sans électricité, sans Internet ni téléphone et les militants disent redouter le pire alors que des réfugiés au Tchad racontent les tueries et les incendies nés des combats. Si Ryad et Washington se félicitent régulièrement d'une baisse des violences, d'autres envisagent déjà une guerre longue et des destructions sur le long terme. Le groupe Haggar, poids lourd du secteur agricole et premier employeur du pays, a annoncé suspendre ses activités et investissements dans le pays.

LA CRAINTE D'« UNE GUERRE CIVILE TOTALE »

De nombreux Soudanais redoutent désormais « une guerre civile totale », selon les Forces de la liberté et du changement (FLC), le bloc civil évincé du pouvoir lors du putsch mené en 2021 par les deux généraux, alors alliés et aujourd'hui en guerre. Les appels à armer les civils se multiplient. Au Darfour, déjà ravagé dans les années 2000 par une guerre meurtrière, des milices locales, combattants tribaux et civils armés ont rejoint les combats. Le gouverneur Minni Minnawi, un ancien chef rebelle aujourd'hui proche de l'armée, a appelé dimanche la population à prendre les armes « pour protéger ses biens ». « Il faut s'armer, car tout le monde est en danger », plaide Aboubaker Ismaïl, un habitant de la région, parlant d'attaques contre des habitants chez eux ou de pillages. Mais, rétorque Mohammed Hassan, un habitant de Nyala, la capitale du Darfour-Sud, appeler les civils à s'armer est « totalement irresponsable : c'est un appel très dangereux qui peut nous mener à la guerre civile ».

Le Tchad, le Soudan du Sud ou l'Ethiopie, des Etats voisins eux-mêmes en proie à des violences, redoutent une contagion et réclament des aides à l'ONU qui, en retour, répète n'avoir reçu qu'une infime part des fonds de ses bailleurs. Et dans quelques jours, la saison des pluies commencera et avec elle la crainte d'épidémies de paludisme ou de choléra.

R. I.

NORD DU KOSOVO

Nouveau rassemblement serbe à Zvecan, où la KFOR renforce sa présence

DES CENTAINES de Serbes du Kosovo se sont à nouveau rassemblés devant la mairie de Zvecan, autour de laquelle se tiennent des soldats de la KFOR. L'OTAN, qui dirige cette force armée, a annoncé l'envoi de plusieurs centaines d'hommes en renfort. La situation demeure extrêmement tendue dans le nord du Kosovo, où de violents heurts ont éclaté ces derniers jours entre membres de la police albanaise et soldats de la KFOR d'une part, et des Serbes d'autre part. Ce 31 mai au matin, des centaines de protestataires se sont à nouveau retrouvés devant la mairie, lourdement protégée par les soldats de la KFOR, la force multinationale emmenée par l'OTAN. Pour l'heure calmes, les manifestants ont déployé un gigantesque drapeau serbe de plus de 200 mètres de long, entre le centre-ville et les abords de la mairie. Ceux-ci protestent contre le passage en force de Pristina, qui entend investir dans plusieurs localités, encore majoritairement peuplées de Serbes, des maires élus lors d'élections très majoritairement boycottées. Le scrutin qui a eu lieu en avril, marqué par une participation de moins de 3,5%, s'est soldé par l'élection de maires albanais. Source: AFP Le gigantesque drapeau serbe déployé par les manifestants à Zvecan le 31 mai. Paris fustige Pristina, Pékin et Moscou apportent leur soutien à Belgrade Après de violents affrontements le 29 mai, au cours desquels 30 soldats de la KFOR ont été blessés, l'OTAN a décidé de dépêcher 700 hommes supplémentaires dans la région pour appuyer les troupes déjà déployées. Nord du Kosovo : au lendemain des violents heurts à Zvecan, la KFOR renforce sa présence Les soldats ont notamment renforcé leurs positions aux abords de l'hôtel de ville de Zvecan, à l'aide de fil barbelé et d'une barrière en métal. Avant ces violents heurts, l'OTAN avait enjoint Pristina à «ne pas prendre de mesures unilatérales et déstabilisatrices». Depuis Bratislava où il se trouve en déplacement, le président français Emmanuel Macron a également dénoncé «la responsabilité des autorités kosovares». «Très clairement, il y a une responsabilité des autorités kosovares dans la situation actuelle et un non-respect d'un accord qui était pourtant important et qui avait été scellé il y a juste quelques semaines», a déclaré le locataire de l'Elysée. De son côté, le Kremlin a réitéré son «soutien inconditionnel à la Serbie et aux Serbes». «Tous les droits et les intérêts légitimes des Serbes du Kosovo doivent être respectés», a souligné auprès de la presse Dmitri Peskov, porte-parole de la présidence russe. Pékin a également réagi. «La Chine a toujours soutenu les efforts de la Serbie pour protéger sa souveraineté et son intégrité territoriale», a déclaré à la presse Mao Ning, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères. La veille, celle-ci avait déjà affirmé que son pays s'opposait aux «actions unilatérales prises par les institutions provisoires à Pristina» et demandait «instamment à l'OTAN de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays concernés et de contribuer véritablement à la paix dans la région».

R. I.

TRAVAUX PUBLICS À TÉBESSA

Réception de plusieurs projets prochainement

PLUSIEURS PROJETS du secteur des Travaux publics visant le désengorgement du trafic, le désenclavement de plusieurs localités reculées et la sécurisation de la bande frontalière devraient être réceptionnés dans la wilaya de Tébessa « avant la fin de l'année 2023 », a indiqué avant-hier, lakhdar Sayd, directeur du secteur.
A ce propos, le même responsable a précisé que « parmi ces projets qui « avancent à un bon rythme » figure celui de la réalisation d'une voie de contournement de la ville de Tébessa de 6 km reliant la RN-82 à la RN-10 actuellement à 90 % achevés et dont la réception est annoncée pour le 5 juillet prochain ».
Il est également attendu la réception d'un tronçon de 9,5 km du chemin de wilaya CW-1 entre Bir El Ater et El Ogla El Malha dont les travaux affichent actuellement un taux d'avancement de 80 %, selon la même source.
En outre, M. Sayd a également fait état de « la prochaine réception du projet d'entretien d'un tronçon de 5 km du CW-1 dans sa partie traversant la commune de Thlidjène pour 140 millions DA dégagés des programmes sectoriels ».
Par ailleurs, la même commune verra également la réception avant la fin de cette année d'une route de 10 km reliant le CW-1 à la localité de Reguiba appelée à rompre l'enclavement de cette localité isolée, a ajouté le même responsable.

R.R

LAGHOUAT

Saisie de plus de 4500 comprimés psychotropes

Les services des douanes ont saisi 4560 comprimés psychotropes dans la wilaya de Laghouat, c'est ce qu'a indiqué, avant-hier, un communiqué de la Direction générale des Douanes algériennes (DGD).
« Après l'interception et la fouille d'un véhicule touristique au niveau d'un point de contrôle, les agents de la brigade régionale spécialisée dans la lutte contre la contrebande relevant de la Direction régionale des Douanes de Laghouat, ont saisi 4560 comprimés psychotropes de type Prégabaline 300 mg et arrêté deux individus qui ont été déférés devant les juridictions compétentes », a fait savoir le communiqué.
L'opération s'inscrit dans le cadre « des efforts de lutte contre le trafic de stupéfiants, déployés sur le terrain par les agents des brigades opérationnelles des douanes pour la préservation de la santé et de la sécurité du citoyen et le maintien de la sécurité et de l'ordre publics », a conclu la même source.

R.R

AÏN TÉMOUCHENT

Lancement de la pêche de thon en haute mer

Comme tous les ans à la même période, la campagne nationale de pêche au thon rouge en haute mer, a été lancée lundi soir avec le départ de quatre Thoniers depuis Aïn Temouchent. C'est ce qu'a indiqué, hier, la Direction de la Pêche et de l'Aquaculture de la wilaya.



A ce titre, Houari Kouicem, direction de la Pêche et de l'Aquaculture de la wilaya, a indiqué que les quatre bateaux ont quitté, dans la soirée du lundi, le port de Bouzedjar pour participer à la campagne nationale de pêche au thon rouge en haute mer.
Signalant qu'un quota de 238 tonnes est réservé pour les quatre thoniers participants de la wilaya d'Aïn Temouchent sur un quota total de 2.023 tonnes tel que délimité par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICAT) au profit de l'Algérie pour cette campagne.
L'équipage des navires de pêche qui participent à cette campagne, qui se poursuivra jusqu'au 30 juin prochain, a bénéficié d'une session de formation axée essentiellement sur les dispositifs de sécurité maritime, la signalisation maritime et l'émission de messages, que le ministère de tutelle a veillé à organiser dans le but de mettre en place toutes les conditions nécessaires au succès de cette campagne, selon M. Kouicem.
Il y a lieu de rappeler, il y a quelques jours le signal du départ des bateaux de pêche au thon rouge pour la haute mer, a été donné par, Ahmed Bidani, ministre de la Pêche et des Productions halieutiques à Gouraya, à l'ouest du chef-lieu de la wilaya de Tipasa.
Cette année contrairement à l'année dernière, la campagne de pêche au thon verra la participation de 32 thoniers, au lieu de 29, dont 06 de fabrication locale. Ces derniers avaient largué leurs amarres à partir de 06 autres ports de la côte algérienne situés dans les wilayas d'Annaba, Oran, Mostaganem, Tlemcen et Aïn Témouchent, selon un calendrier fixé.
Il convient de souligner que le quota de l'Algérie pour cette année est de 2023 tonnes contre 1 650 l'année dernière. A ce titre le ministre avait fait savoir que « les efforts de l'Algérie auprès de la commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) avaient contribué à la hausse de son quota annuel en thon rouge, porté à 2 023 tonnes cette année ». Cette campagne de pêche au thon « est importante et constitue une valeur ajoutée à l'économie nationale, tout en contribuant à consacrer la sécurité alimentaire du pays.

A.S

TIMIMOUN

Promotion du développement de la commune de Metarfa

DANS l'optique d'améliorer les conditions de vie des citoyens, plusieurs nouveaux projets de développement ont été retenus au profit de la commune de Metarfa dans le sud de la wilaya de Timimoun. C'est ce qu'ont indiqué, hier, les services de la wilaya.
Parmi ces projets figure la réalisation d'un puits artésien dans l'objectif d'assurer l'approvisionnement en eau potable au profit d'une population de plus de 2.000 habitants au niveau du ksar Ouled Mahmoud. Le coup d'envoi des travaux a été donné par le chef de l'exécutif local Youcef Bechlaoui, lors d'une récente visite de terrain.
Outre l'inscription des opérations de renforcement des installations de stockage d'eau dans la wilaya, ce programme de développement comprend aussi la réalisation de la route communale (RC-96) menant vers les ksour de Sahla et Ouled Rached sur une distance de 5 km, dont les travaux enregistrent un retard, selon les explications fournies.
Le wali a, à cette occasion, instruit les responsables du secteur des travaux publics d'accélérer la cadence de la réalisation de cette infrastructure routière.
Lors de sa tournée, la délégation officielle s'est enquise du projet de 20 logements publics locatifs (LPL) en cours de construction au Ksar Sahla.
Livrable en novembre prochain, ce projet permettra aux citoyens concernés de bénéficier de logements décents, a signalé la même source. En marge de cette visite, le wali a appelé les entreprises réalisatrices à consentir davantage d'efforts pour accélérer le rythme des travaux de réalisation des projets, tout en contribuant à la promotion du développement local.

R.R

TRANSFORMATION DES CÉRÉALES À TINDOUF

Lancement d'un projet de réalisation d'une minoterie

LES TRAVAUX de réalisation d'une minoterie de transformation des céréales et de fabrication des produits de pâtes alimentaires ont été lancés avant-hier, à Tindouf, ont fait savoir les services de la wilaya.
Cette opération, dont le coup d'envoi a été donné par les autorités de la wilaya de Tindouf, porte sur la réalisation d'une minoterie d'une capacité de 110.000 tonnes par an, au niveau de la zone d'activités située dans le quartier « El-Hikma » (chef-lieu de wilaya), a précisé la même source, signalant que le projet permettra, une fois opérationnel, de générer près de 50 emplois directs. Un montant de 400 millions DA (100 % apport personnel), a été consacré à la réalisation de ce projet premier du genre dans la wilaya, au titre d'un acte de concession délivré pour une société à responsabilité Limitée (Sarl), selon les explications fournies sur place.
S'étendant sur une superficie de 40.000 m2, ce projet qui sera réalisé dans un délai de 36 mois, consiste notamment en la réalisation d'un mur de clôture, une usine, une administration, des hangars de stockage, une bâche à eau, un réfectoire et deux logements de fonction, selon la fiche technique.
Le chef de l'exécutif local, Mohamed Mokhbi a, à cette occasion, mis l'accent sur la nécessité de réduire les délais contractuels à 18 mois, au vu de l'importance de ce projet non seulement pour la wilaya, mais aussi pour la région Sud-ouest.

R.R

INSTITUT SUPÉRIEUR DU CINÉMA

La première promotion en 2024

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a annoncé la création de l'Institut supérieur du cinéma en Algérie. Cette nouvelle institution, qui vient renforcer le paysage de la formation artistique, marque une étape majeure dans le développement du secteur cinématographique en Algérie.



Cette annonce a été faite lors de la cérémonie d'ouverture du Salon national des étudiants des beaux-arts et du patrimoine, qui s'est déroulée au Palais de la Culture Moufdi Zakaria le 30 et 31 mai. Mouloudji a indiqué que « la création de l'institut supérieur du cinéma, par le décret exécutif 21/191, verra la première sortie de promotion de bacheliers du lycée national des arts Ali-Maâchi, en 2024 ».

La première responsable du secteur de la culture a rappelé l'importance de cette initiative qui vise à soutenir et promouvoir les industries cinématographiques et artistiques du pays. L'Institut supérieur du cinéma donnera l'opportunité aux étudiants, d'acquérir une formation complète dans tous les domaines du cinéma, de la réalisation à la production, en passant par le scénario, la direction artistique, la photographie et le montage, entre autres.

La ministre de la Culture et des Arts a révélé la publication du décret concernant la création de l'Institut supérieur du cinéma, qui viendra s'ajouter aux écoles et instituts artistiques déjà présents dans le pays. « Cette nouvelle institution sera une forteresse alliant le savoir scientifique et artistique, renforçant ainsi les parcours de formation artistique en Algérie et les hissant vers des horizons professionnels, compétitifs et enrichissant la culture humaine » a-t-elle affirmé.

La ministre a également rappelé, dans ce contexte, « le soutien du Président de la République Abdelmadjid Tebboune, à ces grands projets culturels nationaux, ainsi que son souhait d'accompagner les artistes algériens et les productions artistiques et culturelles, afin de contribuer à favoriser le développement économique, la prospérité et le bien-être ». S'étalant sur deux jours, le salon a vu la participation des écoles et instituts supérieurs de formations, sous la tutelle du ministère de la culture et des arts. Parmi ces institutions, l'École supérieure nationale des beaux-arts «Ahmed et Rabah Asselah» ainsi que les écoles régionales des beaux-arts de Constantine, Azazga, Tipaza, Mostaganem et Oran. De plus, l'École nationale supérieure de conservation et de restauration des biens culturels, ainsi que l'École nationale supérieure de musique et l'Institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel sont également présents lors de cet événement.

Au programme également, des expositions médiatiques visant à faire connaître les instituts et écoles de formation artistique, ainsi que les créations des étudiants à l'échelle nationale. De plus, un atelier de restauration des biens culturels, axé cette fois-ci sur les peintures à l'huile, a été organisé. Le salon a proposé également des performances musicales et théâtrales en commémoration du soixantenaire. En outre, le Salon a offert une plateforme unique pour promouvoir les talents émergents et encourager l'échange d'expériences entre les étudiants venant de toutes les régions du pays.

Meriem Djouder

« 132 ANS », LA NOUVELLE PRODUCTION DU THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

Kaki ressuscité sur les planches

LE THÉÂTRE régional d'Oran Abdelkader Alloula présente sa nouvelle production théâtrale, intitulée «132 ans», le 8 juin, à l'occasion de la Journée nationale de l'artiste. Cette pièce, basée sur un texte de Ould Abderrahmane Kaki et mise en scène par Habib Medjahri, promet de raviver l'héritage de Kaki sur les planches et de rendre hommage aux grands noms du 4e art algérien.

La pièce «132 ans» retrace la lutte du peuple algérien contre le colonialisme, depuis le premier jour de la colonisation jusqu'au recouvrement de la souveraineté nationale. Le titre lui-même symbolise la résilience des Algériens pour l'indépendance. La pièce raconte les épreuves et les difficultés auxquelles les Algériens ont dû faire face à cette époque, offrant ainsi un témoignage poignant de leur histoire.

L'œuvre de Kaki s'inscrit dans le genre du théâtre documentaire, une véritable archive qui continue de faire revivre la succession des événements historiques ayant marqué la Guerre de Libération nationale et de diffuser son parfum, l'histoire du peuple algérien qui a toujours refusé l'occupation. Le texte « 132 ans » a été choisi pour rendre hommage aux grandes figures du théâtre algérien qui ont laissé leur empreinte, à l'instar de Kaki.

Après sa générale à Oran, la pièce « 132 ans » entamera une tournée à travers plusieurs théâtres algériens. Elle sera jouée le 11 juin au Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA), puis le 17 juin au théâtre régional de Mostaganem Djillali Ben Abdelhalim et également au Théâtre régional de Saïda Sirat Boumediene, mais la date n'a pas encore été fixée.

En parallèle de la pièce, le Théâtre régional d'Oran, en collaboration avec l'association culturelle « Carténa » de Mostaganem, a également publié un livre regroupant les textes d'Abderrahmane Kaki. Intitulé « Textes de Ould Abderrahmane Kaki ». Le recueil comprend les textes « Koul wahed wa Houkmou », « Diwan El Garagouz », « Beni Kelboune » et « 132 ans ». Cette initiative vise à préserver et à valoriser le patrimoine théâtral de Kaki, à reproduire les textes sur scène par des troupes théâtrales et à les rendre accessibles aux chercheurs et journalistes qui s'intéressent à ce domaine, ainsi qu'aux étudiants pour leurs thèses et mémoires.

Pour cette nouvelle production, qui sera interprétée par 15 comédiens talentueux, la scénographie a été attribuée à Khaled Hennani, la musique à Abderrahim Ziani et la chorégraphie à Aïssa Chouat. Quant à la documentation de cette œuvre artistique, elle a été confiée à l'universitaire Ahmed Beghalia.

Meriem Djouder

APRÈS UNE ABSENCE DE TROIS ANS

Le Centre Culturel Américain d'Alger est de retour

APRÈS une fermeture de trois ans due à la pandémie de Covid-19, le Centre Culturel Américain d'Alger annonce enfin son retour. L'ambassadrice des États-Unis, Elizabeth Moore Aubin, a fait cette annonce lors d'une cérémonie tenue au siège de l'ambassade américaine.

Le centre, qui a rouvert ses portes avant-hier, accueillera désormais le public chaque lundi, mardi et mercredi, de 9 heures jusqu'à 15 heures. Une excellente nouvelle pour les passionnés de culture américaine en Algérie, d'autant plus que l'accès est désormais entièrement gratuit. Néanmoins, il est important de noter que les visiteurs devront présenter une pièce d'identité valide à l'entrée.

Le Centre Culturel Américain d'Alger (ACCA) est un espace consacré à la culture et aux ressources d'information, situé au sein de l'ambassade américaine à Alger. Sa mission principale est de sensibiliser et de promouvoir la compréhension mutuelle des questions politiques, économiques, commerciales, culturelles et environnementales.

Les visiteurs de l'ACCA auront accès à une vaste collection de plus de 3000 ouvrages de fiction et de non-fiction, comprenant des publications de référence spécialisées, des encyclopédies et des répertoires. De plus, le centre propose un accès aux livres électroniques, aux revues, aux magazines et aux journaux.

En outre, l'ACCA organise régulièrement des événements spéciaux tels que des conférences, des discussions autour de livres ou de films, ainsi que des groupes de conversation. Ces activités visent à encourager les échanges culturels et intellectuels entre les Algériens et les Américains, favorisant ainsi une meilleure compréhension mutuelle.

Meriem Djouder

TAEKWONDO :
Sifeddine M'djahed, seul Algérien au mondial de Bakou

L'ALGÉRIEN SIFEDDINE M'djahed (-58 kg) est le seul représentant algérien au championnat du monde de taekwondo qui a débuté hier (29 mai-4 juin) à Bakou (Azerbaïdjan). Une Compétition où il aura comme objectif de récolter le maximum de points et d'améliorer son classement mondial, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de taekwondo (FAT). « L'Algérie participe avec le taekwondiste Sifeddine M'djahed (-58 kg) au Mondial de Bakou dans le but de récolter le plus grand nombre de points et s'améliorer au classement mondial, lui permettant de participer au tournoi de qualification (zone Afrique) des JO de Paris-2024, prévu au mois de janvier 2024, mais le lieu de la compétition n'est pas encore désigné », a déclaré Slimane Mesdoui, directeur technique national (DTN). Le même responsable a justifié l'absence de plusieurs algériens au rendez-vous mondial de Bakou par le « manque de financement », appelant la tutelle à « soutenir l'équipe nationale de taekwondo afin de participer aux prochains tournois internationaux. « Nous nous préparons à participer au Championnat d'Afrique de taekwondo, prévu au mois d'août prochain, en Côte d'Ivoire, et on ne sait toujours pas si on sera présents ou pas. Nous avons une équipe compétitive, avec certains de nos athlètes pouvant faire la surprise à Bakou, mais le ministère de la Jeunesse et des Sports a consacré les moyens financiers nécessaires pour un seul athlète seulement. L'athlète Tebib Hani (- 58 kg) se préparait à participer à ce mondial important, mais le manque de soutien financier l'a empêché », a ajouté Mesdoui.

COUPE D'ALGÉRIE DE BASKET (DAMES) : MC ALGER-GS COSIDER « CHOC » DES DEMI-FINALES

LES DEMI-FINALES de la Coupe d'Algérie de basket-ball (dames), prévues vendredi à la salle de Staoueli (Alger), seront dominées par l'affiche opposant le MC Alger (tenant) au GS Cosider, alors que Hussein-Dey Marine défiera Rouiba CB. La première demi-finale, programmée à 16h00, opposera la formation algéroise d'Hussein-Dey Marine, trois fois vainqueur du trophée (2016, 2017, 2019), au Rouiba CB, qui atteint le dernier carré pour la première fois de son histoire. La deuxième demi-finale, prévue à partir de 18h00, mettra aux prises les basketteuses du MC Alger récemment sacrées championnes d'Algérie à celles du GS Cosider, qui auront à cœur de prendre leur revanche après la défaite en « finale » du championnat samedi dernier. Même si le MC Alger part avec les faveurs des pronostics, vu la richesse de son effectif et l'expérience de ses joueuses, le GS Cosider compte bien jouer les trouble-fête en s'appuyant sur la fougue et l'explosivité de ses jeunes joueuses pour arracher une place en finale.

MEETING INTERNATIONAL DE MONTREUIL : 7 ATHLÈTES ALGÉRIENS ENGAGÉS

L'athlétisme algérien était fortement représenté au Meeting international de Montreuil, qui s'est déroulé hier, mercredi 31 mai en France, avec la participation de sept athlètes, dans différentes spécialités, dont les stars montantes du 800 mètres, Djamel Sedjati et Mohamed Ali Gouaned, selon les listes d'engagement dévoilées mardi par les organisateurs. Outre ces deux vice-champions du monde, respectivement chez les seniors et les U20, était en lice également l'international algérien Mohamed Belbachir, qui s'est engagé lui aussi sur le 800 mètres. Toujours dans le demi-fond, mais cette fois sur le 1500 mètres, il y aavait également sur le départ trois athlètes algériens sur la ligne de départ : Salim Keddar, Mohamed Amine Drabli et Abdelatif Bekka. Le septième et dernier international algérien engagé au Meeting de Montreuil sera le triple-sauteur Yasser Mohamed Tahar Triki, avec la ferme intention de réussir de bons résultats.

15EMES JEUX PANARABES :

L'Algérie s'apprête à abriter un événement sportif majeur

L'Algérie s'apprête à organiser à travers cinq grandes villes la 15émé édition des Jeux panarabes (5-15 juillet 2023) avec 20 disciplines dont le ''breaking'', devenu discipline olympique, et trois autres pour le handisport lors d'une manifestation sportive que l'Union des Comités olympiques nationaux arabes (UANOC) veut être grandiose et à la mesure des grandes potentialités infrastructurelles du pays, a annoncé mardi le secrétaire général du comité d'organisation, Sid Ahmed Selmi.



M.Selmi a expliqué lors d'un point de presse organisé à la salle de conférences du stade du 5 juillet 1962 que la commission technique chargée de l'inspection des installations sportives et d'hébergement des Jeux panarabes a terminé son travail à Alger et s'est rendu ce mardi à Oran pour la même mission, signalant que jusqu'à présent ''13 pays ont déjà confirmé leur participation''. La même commission se rendra ensuite à Constantine, puis à Annaba. Faisant le point des préparatifs de cet important événement sportif, il a relevé que toutes les dispositions matérielles, humaines, techniques et organisationnelles ont été prises pour la réussite de cet événement majeur pour le monde arabe. M. Selmi a ainsi révélé que la mascotte des jeux, dont la conception a été faite par l'ANEP, est en cours de validation, alors que le slogan de ces jeux a été défini comme suit : ''avec le sport on évolue, et à Alger on se rassemble''. Le SG du comité d'organisation de la 15eme édition des Jeux panarabes, qui n'a pas divulgué la nature et l'identité de la mascotte de ces Jeux, a seulement annoncé que les cérémonies d'ouverture et de clôture seront grandioses et à la mesure de l'événement et la renommée internationale de l'Algérie. Interrogé sur les animateurs de la cérémonie d'ouverture et s'il y aura de grands noms de la musique algérienne et arabe, il n'a pas voulu donner plus de détails. Les villes devant abriter ces Jeux sont Alger, Oran, Constantine, Annaba, ainsi que Tipasa pour le cyclisme et le tennis de table. Les disciplines choisies sont, le football (U21), les sports collectifs, l'athlétisme, le Badminton, le basket-ball 3X3, les sports de boules, la boxe, le breaking, les jeux d'échecs, l'escrime, le cyclisme, le tennis de table, la gymnastique, l'haltérophilie, le judo, le karaté, la lutte, la natation, la voile, et pour le handisport le ''wheel chair basket'', para Athletic, et le Goal-ball. Quant à la participation du public et l'accès aux enceintes sportives où se dérouleront les compétitions, le SG du comité d'organisation de ces jeux a indiqué que des mesures ont été prises pour assurer le transport des spectateurs et du public, alors que des espaces ''fan zone'' seront mis en place au niveau de plusieurs villes du pays.

ELIMINATOIRES DES JO-2024 / ABSENCE DES SÉLECTIONS NATIONALES MASCULINE ET FÉMININE

La FAF sort de son silence

LA FÉDÉRATION algérienne de football (FAF) est revenue mercredi sur la non-inscription des sélections nationales féminine et masculine aux compétitions préliminaires du tournoi olympique de football (Paris 2024), au lendemain du tirage au sort des sélections inscrites pour les tournois de qualifications de la zone Afrique. Sur la non inscription de la sélection masculine, la FAF n'a donné aucune explication, se contentant d'indiquer que ''parmi les conditions exigées par la FIFA pour pouvoir participer aux compétitions préliminaires et finales du Tournoi Olympique de football masculin de Paris 2024, les joueurs doivent être nés le 1er janvier 2001 ou après. Cependant, un maximum de trois joueurs ne répondant pas à cette limite d'âge pourront être inclus dans la liste officielle des joueurs pour la compétition finale du tournoi masculin.'' Concernant la sélection féminine, le communiqué de la fédération souligne que, selon la FIFA, ''les joueuses ne sont quant à elles soumises à aucune restriction d'âge pour participer au Tournoi Olympique de football féminin.'' Le communiqué de la FAF a précisé : ''en l'absence d'une sélection nationale et d'un département du football féminin, il n'a pas été jugé utile d'inscrire cette sélection», précise la fédération. Plus loin la FAF a relevé : ''à travers la Circulaire n 1792, datée du 11 avril 2022, la FIFA avait saisi toutes ses associations membres à l'effet d'inscrire leurs sélections masculine et féminine pour la compétition préliminaire qui sera organisée par chacune des confédérations afin de déterminer les équipes participantes, et ce, avant le vendredi 29 avril 2022.'' La Confédération africaine de football (CAF) a procédé mardi 30 mai 2023 au tirage au sort des éliminatoires du tournoi féminin des Jeux olympiques JO-2024 de Paris, en présence de 25 pays, mais en l'absence remarquée de l'Algérie : Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Congo, RD Congo, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Mali, Maroc, Mozambique, Namibie, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sierra Leone, Tanzanie, Tchad, Tunisie et Zambie. Les sept équipes les mieux classées lors de la dernière Coupe d'Afrique des Nations Féminine sont exemptes du premier tour, il s'agit de l'Afrique du Sud, du Maroc, de la Zambie, du Nigeria, du Cameroun, de la Tunisie, et du Botswana. Les éliminatoires se dérouleront selon un format aller-retour avec un total de quatre tours de qualification. Deux équipes africaines vont participer au tournoi Olympique de Paris-2024. La sélection nationale féminine, rappelle-t-on, avait repris du service en février dernier après une année d'inactivité sous la houlette de Farid Benstiti, arrivé en décembre dernier en remplacement de Radia Fertoul, limogée. En avril dernier, les coéquipières de Béthi Melissa (Olympique Lyon/France) ont disputé trois matchs amicaux à Alger, dont un face à la Tanzanie, qui s'est soldé par une victoire (3-0). Et, un mois auparavant, la sélection des U20 avait participé au tournoi de l'UNAF à Tunis.

BELMADI DÉVOILE SA LISTE POUR L'OUGANDA ET LA TUNISIE

Aouar arrive, Belaïli puni, Mahious aura sa chance

Dans moins de deux semaines (le 12 du mois en cours) les Verts, toujours sous la houlette de Djamel Belmadi, vont se retrouver au CTN de Sidi Moussa pour un stage préparatoire en prévision de la sortie officielle (CAN TotalEnergies-Côte d'Ivoire 2023, décalée à à2024) contre l'Ouganda, en terrain neutre mais chargé de mauvais souvenirs pour l'EN, à savoir le stade Japoma de Douala au Cameroun, suivie de la rencontre amicale, à Annaba deux jours plus tard, contre la Tunisie dans un derby maghrébin jamais sans intérêt

Par Azouaou Aghiles



Il sera là. Enfin, comme il dira en réaction à sa convocation su Twitter. Plus de suspens donc puisque l'intéressé confirme que le moment était venu pour lui de faire le grand saut. Un évènement en somme que le public algérien salue unanimement, l'intéressé, Houssam Aouar, c'est de lui qu'il s'agit, ayant trouvé le moment propice pour se mettre en « Vert ». Contre tout et contre tous du côté de son club formateur, l'olympique Lyonnais, qu'il quitte sans faire de vagues. Une première et des espoirs. Aouar sera donc là et pas . . . l'imprévisible (par le caractère et le talent), l'artiste Belaïli qui paie cash ses sautes d'humeur et la mauvaise gestion d'une carrière tellement prometteuse mais plus que compromise à l'international, ses derniers passages en Ligue1 française constituant apparemment un tournant majeur, le coup de grâce, avec des écarts que le driver national, à juste titre d'ailleurs, ne lui pardonne pas lui qui figurait parmi ses protégés, pour ne pas dire son chouchou. Belaili momentanément on l'espère, se voit donner un temps de réflexion pour faire le ménage dans sa tête et prendre les bonnes décisions s'il veut revenir à nouveau en sélection, Belmadi, connu pour ne pas badiner avec la discipline (dans et en dehors de l'E.N) mettant toujours un point d'honneur à composer avec un groupe mentalement au point. D'autant que les choses vont bientôt commencer avec ce retour sur la scène africaine, face à l'Ouganda le 18 juin à 16H00, à l'occasion d'une 5e journée qualificative à la prochaine CAN par la fenêtre de Japoma et ses mauvais souvenirs (une des plus catastrophiques campagnes continentales de l'ère Belmadi) suivi par une véritable dégringolade qui a singulièrement écorné l'image des Fennecs. A l'exemple de ce ratage monumental sur la route du Mondial-Qatar 2022 qui aura fait l'effet d'une bombe dans le pays, le traumatisme étant encore omniprésent parmi une opinion qui ne digère toujours pas. On n'efface pas beaucoup de choses et on redémarre avec pratiquement le même groupe que lors du dernier rassemblement du mois de mars conclu par la double victoire contre le Niger et une suite du parcours inscrite à l'ordre de la logique. Mêmes contours donc et la confiance renouvelée aux Guitoun, Chaibi, Bouanani ou Hadjam qui semblent avoir répondu aux attentes du sélectionneur, ce quatuor figurant apparemment parmi les clefs choisies pour mener à bien son projet de renouvellement de l'effectif sur la voie du retour qu'appellent de leurs vœux les supporters pour oublier l'échec de la Coupe du monde. Quatre pépites auxquelles il faudra ajouter, bien sûr, la belle pioche nommée Aouar dont on attend énormément dans une liste élargie de 26 noms où l'on retrouve un certain Himad Abdelli du SCO Angers révélé récemment malgré la descente aux enfers (relégué de longue date en Ligue 2) de son club et sur le talent duquel la presse de l'Hexagone ne tarit pas d'éloges. Sur les rangs aussi, deux usmistes qui profitent au mieux, avec leur compère Loucif de retour en grâce, du beau parcours du club de Soustara sur le continent et qu'attend, avec des préjugés plus que favorables, une finale samedi prochain, le gardien Oussama Benbot qui aura été décisif dans les bois en coupe de la CAF, et un certain Mahious, au passage meilleur buteur de la défunte édition du CAHN en Algérie. L'USMA, en récompense, se taillant la part du lion qu'on on sait que l'excellent défenseur des Rouge et Noir algérois a aussi les faveurs de l'artisan de la victoire en CAN 2019 en Egypte, et qui ne risque pas, selon des indiscrétions, de faire de vieux os dans le championnat national après les nombreuses sollicitations qui ont atterrit sur le bureau de ses dirigeants. A signaler que le latéral Loucif n'est pas seul dans la liste des revenants, puisque Lakhal, du Havre, éloigné des Verts suite à une méchante blessure il y a près de trois longues années, ainsi que Benrahma, qui a flambé cette saison en Premier League avec West Ham, voient à nouveau les portes se rouvrir. Des portes qui ne se ferment pas, bien sûr, sur les indispensables et cadors de la sélection, à l'image des Bensebaïni, Mandi, Slimani, Bounedjah et le capitaine Mahrez dont les précieux services devraient compter pour encadrer une jeune vague décidée à briller en VERT. Côté absence de marque, et outre l'éviction de Belaili invité à revoir sa copie sous peine de perdre définitivement sa place en sortant des choix de Belmadi, on notera celles du nouveau venu Rayan Ait Nouri qui fait les frais d'une fin de saison avec un temps de jeu famélique à Wolverhampton, et Rais Wahab M'Bolhi pour qui le temps semble venu de préparer ses adieux aux armes, son détour par l'Arabie Saoudite (D2) l'ayant fatalement desservi. Il y a, comme on dit avec un pincement au cœur, un temps pour tout. Merci pour tout évidemment . . .

A.A

Aouar. . . enfin !

LE MILIEU offensif de l'Olympique lyonnais Houssem Aouar, a été convoqué pour la première fois par le sélectionneur Belmadi après avoir changé de nationalité sportive, a annoncé la fédération algérienne (FAF). Aouar, 24 ans, fait partie du groupe de joueurs convoqués par le sélectionneur national pour le match contre l'Ouganda le 18 juin dans le cadre des éliminatoires de la CAN-2023 et une rencontre amicale deux jours plus tard contre la Tunisie, selon la liste rendue publique par la FAF tard mardi. Dans une vidéo diffusée par la FAF le 16 mars, Aouar avait annoncé sa décision de représenter désormais les Fennecs, affirmant que l'idée « lui trottait dans la tête depuis très longtemps », et qu'il s'était finalement décidé après avoir discuté avec le patron de la FAF, Djahid Zefizef qui l'avait contacté alors qu'il passait des vacances en Algérie. Une semaine après l'annonce de cette décision, Aouar avait été visé par des sifflets et des insultes de supporters en faisant son entrée en jeu contre Nantes. L'OL a condamné ces agissements. En très nette baisse de régime depuis plusieurs mois, Aouar, produit de la formation lyonnaise, achève son contrat avec l'OL en juin et devrait s'engager ailleurs.

COUPE DE LA CAF :

L'USMA en stage bloqué depuis hier mercredi au CTN de Sidi Moussa

L'USM ALGER entrera mercredi en stage bloqué au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, en vue de la finale (retour) de la Coupe de la Confédération africaine de football, samedi face aux Tanzaniens des Young Africans au stade du 5 juillet 1962 (20h00), a appris l'APS mardi auprès du club algérois de Ligue 1. Lors du match « aller » disputé dimanche au stade Benjamin Mkaba de Dar Es-Salaam, l'USMA a réalisé une belle opération en s'imposant (2-1), grâce à des buts signés Mahious (31e) et Merili (84e), alors que l'unique réalisation de « Yanga » a été l'œuvre du Congolais Fiston Mayele (82e). Les joueurs de l'entraîneur Abdelhak Benchikha ont repris l'entraînement ce mardi, après avoir bénéficié d'une journée de repos lundi. En vue de la seconde manche, l'effectif des « Rouge et Noir » sera privé des services du milieu offensif Ibrahim Benzaza, suspendu pour cumul de cartons, alors que l'attaquant Abdelkrim Zouari poursuivra les soins. La finale « retour » sera dirigée par l'arbitre mauritanien Beida Dahane, assisté de l'Angolais Jerson Emiliano dos Santos (1er assistant) et du Mozambicain Arsénio Chadreque Maringule (2e assistant).

ANGERS SCO : LE CONTRAT DE CHETTI RÉSILIÉ

ANGERS SCO a résilié le contrat du défenseur international algérien Lyes Chetti, a annoncé mardi le club de la Ligue 1 française de football dans un communiqué publié sur son site officiel. « Angers SCO informe du licenciement du joueur Lyes Chetti compte tenu des faits reprochés et reconnus par ce dernier », a affirmé le club, relégué en Ligue 2, à une journée de la fin du championnat, justifiant cette décision par « un écart disciplinaire » dont s'est rendu coupable le joueur. Le champion arabe de la Fifa en 2021, avait rejoint la formation angevine en 2022 pour un contrat de quatre saisons en provenance de l'ES Tunis. Il compte 6 apparitions cette saison, toutes compétitions confondues. Angers SCO où évolue le milieu international algérien Nabil Bentaleb jouera la saison prochaine en Ligue 2, après une saison chaotique marquée par la succession de trois entraîneurs.

LIGUE 1 MOBILIS (24E J) : LE MCA BAT L'USMK (1-0) ET CONFORTE SA TROISIÈME PLACE

LE MC ALGER s'est imposé face à l'USM Khenchela 1-0 (mi-temps : 1-0), en match à huis clos disputé mardi au stade Omar Benrabah de Dar El-Beïda, en ouverture de la 24e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football. L'unique but de la partie a été inscrit par le capitaine Ayoub Abdellaoui (23e) pour le MCA. Avec ce résultat, le «Doyen» conforte sa troisième place au classement avec 39 pts, et revient à quatre longueurs du deuxième le CS Constantine (2e, 43 pts) qui se déplacera à Biskra pour affronter l'USB. Le Mouloudia compte un match en retard à disputer le vendredi 16 juin face au voisin l'USM Alger. De son côté, l'USMK stagne à la quatrième position en compagnie de l'ES Sétif avec 35 points chacun, mais les Sétifiens comptent un match en plus à disputer. Cette 24e journée se poursuivra mercredi avec au programme notamment deux sorties périlleuses du leader le CR Belouizdad et son dauphin le CS Constantine face respectivement au NC Magra et à l'US Biskra, qui luttent pour leur maintien. Le match JS Saoura-USM Alger a été reporté au 4 juillet prochain en raison de l'engagement du club algérois en finale de la Coupe de la Confédération africaine de la CAF face aux Tanzaniens des Young Africans.



La course à la surface d'affichage continue : *l'écran d'iPhone le plus grand de 2024 devrait frôler les 7 pouces.*

Apple prévoit un plus grand écran sur l'iPhone 16 Pro, une première depuis quatre générations

La fiche technique des iPhone 15 Pro et iPhone 15 Pro Max ne devrait pas beaucoup bouger par rapport à celle de leurs prédécesseurs, outre le passage à l'USB-C et de nouveaux boutons mieux intégrés au châssis des mobiles. Mais les modèles prévus pour l'année 2024 devraient apporter quelques changements importants.

Jusqu'à 6,9 pouces

Selon Mark Gurman, journaliste de Bloomberg réputé pour ses nombreux rapports concernant les futurs produits d'Apple, les iPhone 16 Pro et iPhone 16 Pro Max devraient être équipés d'écrans bénéficiant d'une plus grande diagonale. Dans sa newsletter Power On, il prétend que les dalles passeront de respectivement 6,1 et 6,7 pouces à 6,3 et 6,9 pouces.

Des analystes comme Ross Young (spécialiste de l'industrie des écrans) et Ming-Chi Kuo (spécialiste d'Apple) avaient déjà évoqué cette possibilité. Avec trois sources de ce calibre, il semble extrêmement probable que la surface d'affichage des iPhone 16 Pro et 16 Pro Max augmente, ce qui constituerait une première depuis quatre générations d'iPhone Pro et la série 12.

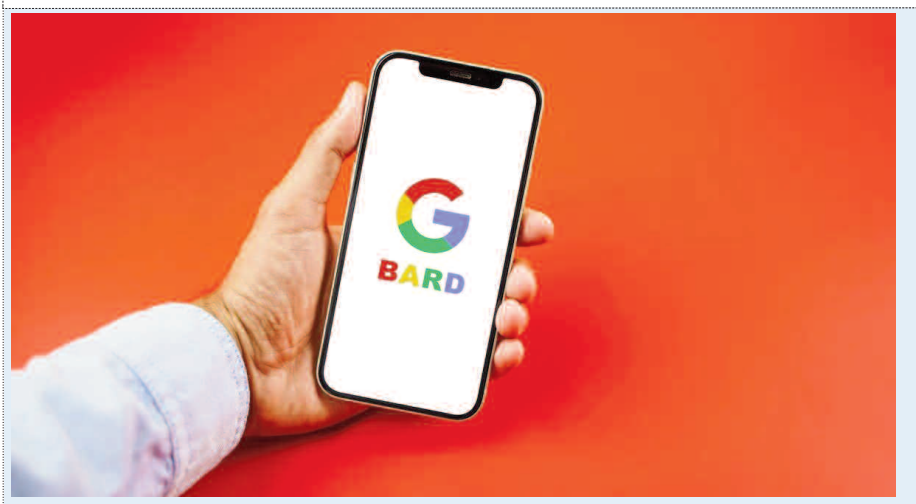
Toujours d'après Mark Gurman, l'objectif d'Apple est de concurrencer les smartphones haut de gamme Android grand format. Le Galaxy S23 Ultra embarque par un exemple un écran de 6,8 pouces, et ses successeurs pourraient voir encore plus grand.

Plus haut, mais pas plus large

On peut s'attendre également à une évolution du ratio de l'écran, puisque celui-ci gagnerait surtout en hauteur et très peu en largeur. Opérée il y a plusieurs années déjà, la tendance est à l'allongement de l'affichage. Les smartphones se sont progressivement éloignés du 16:9 et se rapprochent de plus en plus du 21:9, un format très utilisé au cinéma.

Une autre nouveauté attendue sur les iPhone 16 Pro et Pro Max est l'incorporation d'un capteur photo principal plus imposant, ce qui laisse présager d'encore meilleures performances en basse lumière. Une optique périscopique pour améliorer la qualité des zooms pourrait aussi faire son apparition sur cette génération.

Google ouvre à de rares privilégiés l'accès à son chatbot : prêt à être bluffé ?



LE GÉANT AMÉRICAIN semble progressivement rattraper Microsoft, son principal concurrent dans la course à l'IA conversationnelle. Du moins le moteur de recherche le plus populaire au monde paraît-il faire son dernier tour de chauffe avant de se doter officiellement de nouvelles capacités aussi impressionnantes qu'effrayantes.

Pour l'instant, ChatGPT reste le grand champion dans son domaine, plaçant Microsoft en assez bonne posture pour menacer, a minima, Google dans un secteur qu'elle domine depuis de nombreuses années. Alors, la firme de Mountain View est-elle en train de montrer qu'elle est capable de se défendre ?

Des résultats dopés à l'intelligence artificielle

La semaine dernière, le géant américain a annoncé qu'il ouvrait l'accès à de nouvelles fonctionnalités sur son moteur de recherche. Et pas n'importe lesquelles, puisqu'il s'agit d'une « nouvelle expérience de recherche générative alimentée par l'IA ». Comme l'on pouvait s'y attendre, l'objectif de Google est de proposer une expérience similaire à celle offerte par Bing, le moteur de recherche de Microsoft, qui peut désormais être accompagné de ChatGPT. Comme son homologue, Bard améliorera les résultats de recherche de Google de diverses manières. Parmi les nombreuses nouvelles possibilités, l'entreprise a choisi d'en mettre quelques-unes en avant.

Tout d'abord, il sera possible d'obtenir un aperçu exhaustif du sujet recherché. Par exemple, lors d'une requête sur une planète spécifique du Système solaire, Bard pourra générer quelques courts paragraphes à propos de cet astre avant de laisser l'internaute accéder aux résultats habituels pour se rendre directement sur des sites web. Mais le travail du programme ne s'arrête pas là, il sera aussi possible d'entamer une conversation avec lui, soit sous forme de questions suggérées, soit en les écrivant soi-même, et toujours sur le même sujet.



Les bons conseils de Bard

L'intelligence artificielle sera également capable de répondre à des problèmes bien précis. Ainsi, au moment de remplir votre déclaration d'impôts, il suffira de demander à Google comment faire, et elle sera en mesure de vous donner une réponse assez précise pour que vous puissiez vous lancer. Vous pourrez ensuite vous rendre sur des pages web concernées pour en savoir plus, ou lancer le mode conversationnel pour être davantage assisté par Bard.

Enfin, celui-ci sera capable de prendre en charge les recherches de produits. Dans son annonce, l'entreprise donne comme exemple la requête « Enceinte Bluetooth pour une soirée piscine ». Elle sera enrichie d'une multitude de conseils et de facteurs importants à prendre en considération, telles que la résistance à l'eau, la puissance de l'enceinte ou son autonomie. Le programme proposera alors une liste de produits correspondants provenant, comme on peut s'y attendre, de sites marchands partenaires.

Véritable potentiel ou catastrophe en devenir ?

Si Google est déjà capable de répondre à certaines recherches sous forme de listes ou de résumés, l'arrivée de Bard promet des résultats plus complets. De plus, son aspect conversationnel a un réel potentiel pour simplifier la vie des internautes...

et devenir un véritable enfer pour les fournisseurs de contenu. En effet, une grande partie des sites que vous consultez, et à partir desquels Bard tire ses informations, requièrent d'être visités pour être lucratifs. Sans cela, c'est tout un pan de l'économie du Web qui pourrait être menacé.

Or, le cœur de métier du géant américain étant la publicité, on peut s'attendre à ce que son moteur de recherche incite ses utilisateurs à consulter les pages référencées. Du moins dans le meilleur des mondes. Mais les programmes conversationnels n'en sont qu'à leurs débuts sur les moteurs de recherche, et il est encore ardu de savoir à quel point ils vont changer l'industrie, et dans quelle direction.

Pour l'instant, l'expérience n'est accessible qu'à une poignée de personnes qui s'étaient déjà inscrites sur une liste d'attente. Celles-ci peuvent désormais se rendre sur l'application Google, sur Android et iOS, puis appuyer sur l'icône « Labs » pour accéder à ce que Google appelle la « Search Generative Experience ».

WinRAR répond fermement à Microsoft quant au Support des fichiers RAR par Windows 11



WinRAR réagit à l'annonce de Microsoft, qui va rendre Windows 11 nativement compatible avec les fichiers .rar.

Nous vous rapportions la semaine dernière que Windows 11 va prochainement prendre en charge des formats de compression de fichiers historiques, comme le tar, le 7-zip, le rar ou encore le gz. Par conséquent, les utilitaires qui permettaient jusqu'ici de gérer ce type d'extension, dont WinRAR, se voient menacés par cette nouvelle compatibilité native du système d'exploitation de Microsoft.

Une opportunité pour le format RAR ?

La publication Neowin a contacté la société win.rar GmbH, qui édite le logiciel WinRAR, afin d'obtenir la réaction officielle de l'entreprise qui est derrière le programme qui accompagne notre expérience sur Windows depuis 1995. Dans son communiqué, WinRAR commence par une petite moquerie envers la firme de Redmond :

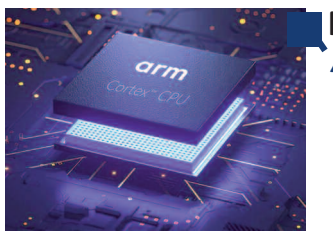
« Il a fallu 30 ans à Microsoft pour implémenter la prise en charge des fichiers RAR dans le système d'exploitation Windows, [...] maintenant, nous nous demandons s'ils envisagent également de fournir le moteur RAR dans 30 autres années ».

« Nous espérons que cela rendra la compression RAR encore plus populaire et plus accessible aux utilisateurs qui ne sont pas familiers avec WinRAR », ajoute Louise Cusworth, du département commercial de WinRAR, sur un ton plus sérieux.

Innover pour ne pas couler

La responsable admet que l'annonce de Microsoft suscite de l'inquiétude.

« Bien que les utilisateurs aient toujours besoin de WinRAR pour créer des fichiers RAR, ils n'en auront plus besoin pour ouvrir leurs fichiers .rar », déclare-t-elle, rappelant au passage qu'il existe de nombreux autres programmes permettant de créer des fichiers RAR, qui pourraient, eux aussi, « devenir obsolète à l'avenir ». Louise Cusworth espère qu'il y aura « suffisamment de personnes qui continueront à soutenir un petit éditeur de logiciels, afin que nous puissions continuer à développer WinRAR pendant longtemps » et que les développeurs vont devoir travailler afin de rendre l'utilitaire le plus attrayant possible pour les utilisateurs, et ainsi justifier son utilisation malgré les fonctionnalités qui arrivent sur Windows 11. Une mise à jour majeure est d'ailleurs prévue avant la fin de l'année. Précisons que Windows supporte le format ZIP depuis longtemps, mais que les logiciels tiers restent utiles pour une expérience plus intuitive.



Puissance, consommation : *pourquoi les nouvelles puces ARM vont faire des ravages*

À L'OCCASION du Computex 2023, ARM a dévoilé ses nouveaux designs CPU et GPU. Avec eux vient la promesse de performances significativement ehaussées sur smartphones… mais aussi celle d'une consommation comme souvent revue à la baisse.

Coup d'envoi chez ARM pour la 4e génération de cœurs CPU Cortex, mais aussi de la 5e génération de cœurs GPU du concepteur d'architectures mobiles britannique.

Ces deux nouveaux « produits » sont conçus pour faire entrer dans une nouvelle ère les smartphones qui arriveront sur le marché en 2024, vraisemblablement.

Un duo CPU/GPU boosté et optimisé

Durant son intervention, Rene Haas, P.-D.G. d'ARM, a donc levé le voile sur les nouveaux cœurs CPU Cortex-X4. Ces derniers prendront prochainement la relève des Cortex-X3, que l'on retrouve actuellement sur toutes les puces haut de gamme qui reposent sur l'architecture ARM. On apprend notamment que ces nouveaux cœurs, qui s'appuient sur le procédé de gravure en 3 nm de TSMC (N3E), seront capables de développer 15 % de performances en plus que la génération précédente, tout en mettant un accent encore plus marqué sur l'IA et le machine learning.

Ces nouveaux cœurs seront également 40 % plus économes en énergie que les Cortex-X3 qu'il remplacent, ce qui devrait conduire à une nouvelle amélioration de l'autonomie pour les smartphones qui en seront équipés, tout en réduisant leur chauffe.

Sur le plan GPU, ARM annonce également son Immortalis-G720.

Cette nouvelle partie graphique prendra pour sa part la place de l'actuelle Immortalis-G715, que l'on trouve par exemple chez OPPO et vivo au travers d'un partenariat avec MediaTek.

La G720, fondée sur la 5e génération d'architecture GPU d'ARM, a pour sa part été conçue avec l'objectif de restituer sur mobile une expérience graphique approchant celle des consoles de salon. Pour ce faire, ARM explique notamment s'être concentrée sur la prise en charge des jeux à haute géométrie et autres applications 3D en temps réel.

Arm Total Compute Solutions, c'est quoi ?

En parallèle, ARM continue de déployer une nouvelle stratégie visant à offrir plus de souplesse à ses clients et aux acteurs auxquels elle fournit ses licences. Toujours à l'occasion du Computex 2023, la firme a donc annoncé une nouvelle plateforme destinée à l'informatique mobile.

Baptisée ARM Total Compute Solutions 2023 (TCS23), cette dernière vise à proposer aux partenaires d'ARM une formule groupée avec plusieurs de ses produits et services.

L'idée ?

Simplifier la vie des entreprises qui fabriquent des SoC fondés sur l'architecture ARM (et qui conçoivent leurs propres sous-systèmes de calcul, note TechCrunch) en leur livrant clé en main les éléments de propriété intellectuelle dont ils sont besoin, comme le GPU Immortalis, les processeurs Armv9 et des améliorations logicielles. Pour rappel, c'est sous l'égide de l'Armv9 que sont déclinés les cœurs Cortex-X4, Cortex-A720 et Cortex-A520.

PlayStation Project Q : Une autonomie très faible pour la console de Sony



MALGRÉ les premières informations distillées par Sony, on a de plus en plus de mal à voir exactement l'objectif du Project Q.

Dans le sillage de la sortie du Steam Deck de Valve, la question d'une console portable estampillée Sony a fait couler beaucoup d'encre ces derniers mois. La société japonaise clarifie petit à petit les choses.

Pas exactement une console de jeu

Il y a quelques jours, il avait ainsi été question de définir plus précisément ce qu'est ce « Project Q » qui doit venir compléter la famille PlayStation. D'avance, n'espérez pas y voir une nouvelle PSP ou une Vita 2.

En effet, Sony a douché les espoirs de ceux qui voulaient croire en un produit autonome.

Le Project Q est bien davantage un accessoire lié à la PlayStation 5 qu'une console de jeu indépendante. Comme l'expliquait Robin, en début de semaine, « il s'agira donc d'un appareil centré sur le jeu en streaming au travers de Remote Play depuis la PS5 ».

La forêt amazonienne dépend du Sahara !



MÊME si l'océan Atlantique sépare la plus grande forêt tropicale du plus grand désert du monde, il y a une relation très importante entre ces deux lieux opposés de notre planète.
En effet, la forêt amazonienne dépend de la poussière du Sahara qui se fait balayer dans l'atmosphère et sera transportée par le vent jusqu'à cette forêt pour réapprovisionner son sol en éléments nutritifs, cette poussière représente pour l'Amazonie un apport de 8500 à 30000 tonnes de phosphore chaque année.
D'après les scientifiques, cette jungle ne serait rien de plus qu'un désert aride sans les nutriments et les minéraux du Sahara.

En 2008, une plage a été volée en Jamaïque, tout le sable a été dérobé !



LA PLAGE de Coral Springs, une plage de 400 mètres de sable fin située dans le nord de la paroisse de Trelawny en Jamaïque, a été totalement dérobée en 2008, environ 500 camions de sable ont disparu sans que personne ne les remarque.
Le premier ministre de la Jamaïque, Bruce Golding, a ordonné d'ouvrir une enquête sur la façon dont une grande quantité de sable a pu être volée, transportée et probablement vendue.
Après trois mois d'enquête, les policiers n'ont trouvé aucune piste, le sable est porté disparu à ce jour. Certains ont suggéré qu'il y avait collusion entre les criminels et certains agents de police, mais la police jamaïcaine a nié cela.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



Elle trouve 13 000 € par terre et les rend, la cagnotte lancée pour la remercier dépasse les 70 000 €

Aux États-Unis, les bonnes actions sont récompensées. Une employée de charcuterie a trouvé un sac contenant presque 15 000 dollars, soit plus de 13 000 €. Au lieu de conserver l'argent, elle a immédiatement appelé la police pour rendre l'argent. Depuis, une cagnotte a été ouverte à son nom pour qu'elle puisse remplacer sa voiture tombée en panne il y a un an.

C'est une histoire qui commence et se termine bien. Aux États-Unis, Diane Gordon, une Américaine employée dans une charcuterie de grande surface du canton de White Lake, près de Détroit (Michigan), a fait parler d'elle dans les médias. La raison ? Il y a quelques semaines, cette Américaine âgée de 65 ans a trouvé un sac rempli d'argent qui aurait pu changer sa vie, mais plutôt que de le garder, elle a décidé de le signaler à la police.

Elle trouve l'argent dans une station-service
Les faits se déroulent le 21 janvier, elle rentre du travail à pied jusque chez elle, à 3,5 kilomètres de distance. Pour se réchauffer et prendre un encas, elle s'arrête dans une station-service. Et là, surprise, elle trouve par terre un étrange sac en plastique.
À l'intérieur, pas loin de 15 000 dollars, soit plus de 13 000 €, rapporte le quotidien américain The Washington Post . Une belle somme, surtout pour cette Américaine qui marche 7 kilomètres tous les jours depuis un an pour se rendre et revenir du travail depuis que sa voiture est tombée en panne en février de l'année dernière.

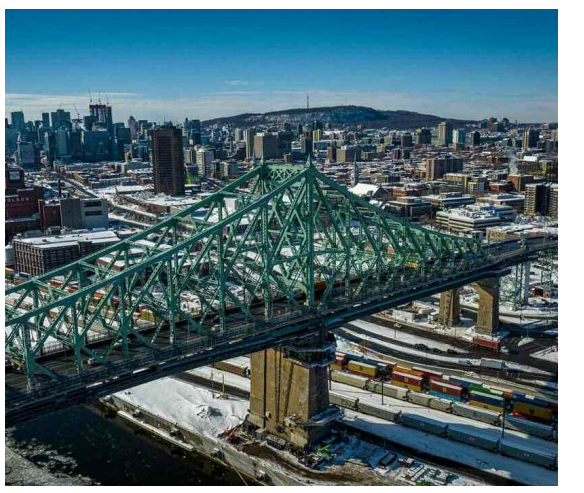
De l'argent appartenant à un jeune couple marié
Alors que Diane Gordon pouvait garder cette heureuse découverte secrète, elle n'en fait rien. Au contraire, immédiatement après, « elle déclare que cet argent ne lui appartient pas et qu'elle doit appeler la police », raconte le site internet de la chaîne de télévision locale Fox 2 Detroit. Chose qu'elle s'empresse de faire en prévenant la caissière et en appelant la police du canton de White Lake.
Arrivés sur place vers 17 h 45 ce même jour, les policiers commencent à enquêter sur l'origine de l'argent retrouvé dans ce sac. Ils se rendent vite compte qu'il s'agit d'une somme appartenant à un couple de jeunes mariés. « À l'intérieur du sac se trouvaient également des cartes cadeaux pour un mariage qui a eu lieu ce jour-là », a déclaré le lieutenant Matthew Ivory à la chaîne de télévision. Au total, la police compte exactement 14 780 dollars en espèces, qu'ils ont pu rendre au couple de jeunes mariés.

« Cela aurait pu me rendre la vie beaucoup plus facile »
Au sujet de Diane Gordon, le lieutenant déclare que « ça ne lui a jamais vraiment traversé l'esprit de faire autre chose que de remettre l'argent ». Pourtant, sans moyen de transport, cet argent aurait pu être utile à l'employée de charcuterie. Mais selon Fox 2 Detroit, « mis à part les journées glaciales, Diane ne se soucie pas de marcher pour se rendre au travail ».
Ce qui la dérange plus en revanche, c'est de ne pas pouvoir assister à certains évènements sportifs auxquels participent ses petits-enfants. « Cela aurait pu me rendre la vie beaucoup plus facile, mais ça ne m'appartenait pas », a-t-elle insisté auprès de la chaîne de télévision. Et d'ajouter :
« Tu trouves quelque chose qui ne t'appartient pas, ne le garde pas. »

Ce restaurant était le mieux noté de Montréal sur TripAdvisor, alors qu'il n'existe pas

Un humoriste canadien a créé sur TripAdvisor la page d'un faux restaurant à Montréal. Grâce à ses 85 commentaires et sa note de 5 sur 5, le Nouveau Duluth est devenu le restaurant de Montréal le mieux noté sur la plateforme, alors qu'il n'existe pas.
Le Nouveau Duluth était le restaurant le mieux noté à Montréal (Canada) sur TripAdvisor. Problème : l'établissement n'existe pas.
Tout est parti d'une blague de l'humoriste québécois Charles Deschamps, rapporte la CBC .

Des demandes de réservation
Le jeune homme a posté des photos du sous-sol d'un ami où un bar était aménagé. Il a ensuite sollicité son cercle de connaissances pour poster des commentaires élogieux. Au total, le faux établissement a cumulé 85 avis, tous avec la note de 5 sur 5. « Je ne peux pas croire que cet endroit existe vraiment », pouvait-on lire parmi les commentaires. Très vite, le téléphone de l'humoriste s'est mis à sonner. A l'autre bout du fil, de futurs clients qui voulaient réserver une table. « J'avais des appels du Brésil, de New York [...] et à chaque fois je disais c'est complet, je suis désolé », a expliqué Charles Deschamps à BFMTV . Ce dernier a d'ailleurs été obligé d'enlever la géolocalisation du Nouveau Duluth après qu'une personne s'est présentée chez son ami.



L'urgence de l'aquaculture responsable

Grâce à son programme de certification, l'ONG Aquaculture Stewardship Council s'engage pour une aquaculture plus responsable, au plus proche de ceux qui la font.



L'aquaculture représente aujourd'hui plus de la moitié des poissons consommés dans le monde. Elle est même considérée comme nécessaire par la FAO (Food & Agriculture Organisation) pour nourrir la population mondiale d'ici 2050. Mais ce développement exponentiel appelle à une prise de conscience et impose un mode de gestion plus durable C'est justement l'engagement de l'ASC (Aquaculture Stewardship Council), organisation non gouvernementale qui oeuvre depuis plusieurs années pour promouvoir une autre vision de l'aquaculture et améliorer les pratiques aquacoles, notamment grâce à son programme de certification. L'objectif de l'ASC est de transformer l'aquaculture conventionnelle pour la rendre plus respectueuse de l'environnement et des droits humains en utilisant les mécanismes du marché.

La certification ASC, pour une aquaculture responsable

Lancé en 2010, le programme de certification de l'ASC vise les élevages de poissons, de crustacés, de coquillages ou d'algues. Volontaire et entièrement indépendant, il a été élaboré à l'initiative du WWF et avec l'aide de scientifiques et d'ONG pour construire une aquaculture plus responsable. Les installations certifiées répondent à un cahier des charges précis et sont auditées par des organismes certificateurs accrédités. 17 espèces sont concernées dont les bivalves (huîtres, moules, palourdes et pétoncles), les crevettes, le bar, la dorade, le maigre, les poissons plats, le saumon, et la truite d'eau douce. Car l'aquaculture se pratique bien sûr dans les océans mais aussi dans les lacs et les rivières.

Les critères évalués concernent à la fois les pratiques sociales et environnementales. Ils incluent notamment une limitation stricte (ou une interdiction pour certaines espèces) des antibiotiques, l'utilisation d'aliments plus responsables, la protection des espèces sauvages, de la qualité de l'eau et des habitats sensibles, comme les mangroves ou les herbiers de Posidonie. D'autres critères concernent la responsabilité sociale de ces installations qui s'engagent par exemple à ne pas employer d'enfants, à maintenir un revenu décent ou à veiller à la santé des travailleurs.

La certification est obtenue pour trois ans. Trois années durant lesquelles les installations sont régulièrement auditées afin de s'assurer que les référentiels sont toujours respectés.

Le consommateur qui choisit un poisson ou un crustacé certifié pense à la fois à sa santé et à l'environnement, mais montre aussi un engagement fort et un soutien précieux aux efforts consentis par les producteurs.

Des océans et des hommes

Derrière l'action de l'ASC et le programme de certification, des femmes et des hommes s'engagent au quotidien pour faire évoluer leur pratique et travailler à une aquaculture plus responsable. C'est notamment le cas de Rosie Curtis qui gère la ferme aquacole de saumons Maclean's Nose à Ardnamurchan, sur la côte ouest de l'Écosse. Passionnée par son travail, elle consacre beaucoup de temps à veiller à ce que ses poissons soient en bonne santé et à ce que leur bien-être soit assuré. "J'espère que dans quelques années, toute l'industrie du saumon sera certifiée auprès de l'ASC.", insiste-t-elle. Revenue vivre dans cette région reculée d'Écosse à la mort de son père, Rosie voit aussi sa ferme aquacole comme un moyen d'offrir de nouvelles perspectives aux habitants d'une communauté désertée.

Cet engagement est aussi celui de la ferme ostréicole Favier, une entreprise familiale dont l'activité a démarré en 1980 à la Tremblade en Charente-Maritime. Certifiée ASC, la ferme respecte bien sûr des critères environnementaux et sociaux précis. "On a mis à peu près un an à monter notre dossier. Et l'obtention de la certification a été une belle reconnaissance", s'enthousiasme Dominique Favier. Respect de la faune et de la flore environnantes, absence de pesticides et de traitements chimiques, la ferme offre aujourd'hui aux consommateurs des produits naturels. Mais grâce à l'ASC, la société a également fait des découvertes. Par exemple, elle possède désormais des boudins anti-pollution à bord de son bateau afin de parer à toute éventualité en cas d'avarie et empêcher tout étalement d'hydrocarbure. "Nous avons également impliqué nos collaborateurs dans la démarche ASC afin de les valoriser dans leur travail, notamment à travers des formations", explique Dominique Favier qui rappelle que si l'ostréiculture a longtemps été un métier d'homme, la parité est aujourd'hui de mise au sein de la ferme, aucune tâche n'étant réservée à l'un ou l'autre genre. "Je suis toujours émerveillée par ce que la nature nous donne chaque année : des produits merveilleux. L'océan doit rester vivant, avec sa faune et sa flore, il faut à tout prix le préserver", conclut-elle.

Les projets portés par l'ASC en parallèle de la certification

Outre la certification, l'ASC finance également de nombreux projets à travers le monde. C'est notamment le cas en Equateur avec le Coastal Habitat Stewardship Fund, un fonds révolutionnaire destiné à protéger les forêts de mangroves menacées par de nombreuses activités humaines, dont l'élevage de crevettes. Grâce à un système d'incitations économiques pour les communautés locales en échange de leur engagement pour la conservation, l'objectif est de limiter au maximum la destruction des mangroves. "Nous cherchons à nous assurer que l'élevage des crevettes se pratique de manière responsable, permet la conservation des habitats sensibles et soutient les communautés qui en sont dépendantes.", explique Chris Ninnes, CEO de l'ASC.

Grâce au projet d'Improver Program, l'ASC accompagne également les petites fermes de crevettes qui ne pourraient pas être immédiatement certifiées dans leur démarche de durabilité ou qui ne souhaitent pas obtenir la certification mais veulent diminuer l'impact environnemental de leurs pratiques. La participation au programme permet notamment d'avoir l'appui de formateurs qualifiés par l'ASC qui apportent un soutien concret sur toutes les facettes du métier. Le producteur doit alors montrer des changements significatifs et mesurables de manière transparente, dans le respect des procédures strictes de l'ONG.

Augmentation du nombre de lacs sur Terre : bonne ou mauvaise nouvelle ?

SELON une nouvelle étude, les petits lacs de moins de 1 km^2 tendent à se multiplier ces dernières années. Une mauvaise nouvelle pour l'environnement, car ces derniers sont de gros générateurs de gaz à effet de serre.

La Terre est envahie par les lacs et, contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce n'est pas tout à fait une bonne nouvelle. C'est en tout cas l'avis de plusieurs chercheurs de l'université de Copenhague qui, dans une étude publiée dans la revue scientifique Nature et reprise par le Huffington Post France le lundi 5 décembre, mettent en garde contre la multiplication de ces points d'eau de moins de 1 km^2, gros émetteurs de gaz à effet de serre.

Des lacs qui se multiplient

Les chercheurs sont parvenus à cette conclusion en utilisant une intelligence artificielle capable d'analyser à la volée une série d'images satellites haute résolution. Ainsi, l'IA a réussi à cartographier l'évolution de 3,4 millions de lacs depuis le début des années 1980. Selon les chercheurs, la couverture totale des lacs étudiés a augmenté de plus de 46 000 km^2 en 35 ans, soit la superficie du Danemark.

"Des usines à gaz à effet de serre"

Problème : les petits lacs aux eaux stagnantes sont de gros émetteurs de CO2, mais aussi de méthane et d'oxyde nitreux, notamment du fait des champignons et des bactéries qui s'y développent. "Les petits lacs émettent une quantité disproportionnée de gaz à effet de serre parce qu'ils accumulent généralement plus de matière organique, qui se transforme en gaz. Et aussi parce qu'ils sont souvent peu profonds. Il est donc plus facile pour les gaz d'atteindre la surface et de remonter dans l'atmosphère", explique Jing Tang, coauteur de l'étude.

"Ces lacs agissent comme des usines à gaz à effet de serre", concluent les scientifiques. Au total, les émissions de gaz à effet de serre des lacs d'eau douce sont équivalentes à 20 % de toutes les émissions mondiales de CO2 des combustibles fossiles.

L'impact des activités humaines est au cœur du problème

Mais quels facteurs expliquent la multiplication de ces petits lacs. Selon les chercheurs, deux raisons sont à l'origine de ce phénomène inquiétant. Tout d'abord, la création de "réservoirs", c'est-à-dire de lacs artificiels, générés par les activités humaines telles que l'exploitation minière. Autre raison invoquée, le changement climatique, lui aussi une conséquence des activités humaines, qui provoque la disparition des glaciers et du permafrost. Plus le climat se dérègle, plus ces couches de glace fondent, ce qui crée de nombreux lacs, notamment dans l'hémisphère nord.



Streptocoque A : symptômes, infection, comment on l'attrape ?

Les streptocoques A et B sont des bactéries responsables de nombreuses infections dont certaines sont très graves. Plusieurs cas d'infections invasives à Streptocoque A sont signalés en France début décembre dont 3 décès. Comment peut-on les attraper ? Quels symptômes ? Traitements ?

Plusieurs cas pédiatriques d'infections invasives à Streptocoque du groupe A principalement survenus chez des enfants de moins de 10 ans sont signalés dans plusieurs régions en France, début décembre, rapporte Santé Publique France (Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine). Ce streptocoque est une bactérie qui peut entraîner des infections bénignes comme l'angine ou la scarlatine et plus gravement des infections dites "invasives" avec un risque de décès. Le 6 décembre, la Direction générale de la Santé (DGS) rapporte le décès de deux enfants et d'un adulte suite à une infection invasive à streptocoque du groupe A. Des enfants ont par ailleurs été hospitalisés en réanimation.

Ces cas n'auraient pas de lien entre eux selon la DGS et "ces signalements ne sont probablement pas dû à l'émergence d'une souche plus virulente mais plutôt à une augmentation inhabituelle du nombre de cas, en lien avec des souches différentes". Les médecins ont reçu la consigne de procéder à un Test Rapide d'Orientation Diagnostique (TROD) Streptocoque A systématique devant une angine et à un prélèvement de gorge devant un tableau clinique de scarlatine, en cas de TROD négatif. Le Royaume-Uni a également signalé une recrudescence de cas d'infections invasives à streptocoque du groupe A ces derniers jours avec la survenue d'au moins 6 décès chez des enfants.

Définition : qu'est-ce qu'une infection à streptocoque ?

"Une infection à streptocoque est une agression microbienne car le streptocoque est une bactérie (être vivant unicellulaire rudimentaire qui a un métabolisme). Une infection se caractérise par une agression d'un ou plusieurs tissus avec généralement destruction partielle des tissus infectés" informe le Dr Stéphane Gayet, Médecin infectiologue et hygiéniste aux Hôpitaux universitaires de Strasbourg. "Ce processus infectieux a deux grandes composantes : les bactéries pathogènes se divisent vite et forment une masse critique envahissante (virulence) et en plus elles produisent des toxines qui sont très dangereuses" précise-t-il. Il existe de nombreuses bactéries du genre Streptococcus. Les infections à streptocoque A (Streptococcus pyogenes) et B (Streptococcus agalactiae) sont moins fréquentes maintenant du fait de la consommation importante d'antibiotiques ; or, ces streptocoques sont restés sensibles aux antibiotiques, ce qui fait que moins de gens en sont porteurs.

Qu'est-qu'une infection invasive à streptocoque A ?

Le streptocoque du groupe A peut être responsable d'infections invasives graves comme observées en France et au Royaume-Uni fin 2022. Dans ce cas, il peut occasionner des infections cutanées nécrosantes, des infections puerpérales, des pneumopathies et pleuropneumopathies et des méningites, indique Santé Publique France. Ces infections peuvent être associées à un syndrome de choc toxique streptococcique (SCTS). La surveillance des infections invasives, dont celles liées au Streptocoque du groupe A (Streptococcus pyogenes) menée par Santé publique France repose sur le réseau EPIBAC.

Les données d'EPIBAC montrent que les infections invasives à SGA (streptocoque du groupe A) étaient en constante augmentation entre 2003 et 2019. Sur cette période, elles concernaient chaque année environ 1 500 à 2 500 personnes dont près de 10% d'enfants de moins de 10 ans. En 2020 l'incidence de ces infections était en diminution et cette tendance s'est poursuivie en 2021. "Cette baisse était probablement liée à la mise en place inédite sur tout le territoire de mesures barrières individuelles et collectives dans le cadre de la gestion de la pandémie de COVID-19" estime EPIBAC.

Qu'est-ce que le streptocoque A ?

Les streptocoques A et B sont assez proches. Ils appartiennent au même groupe de streptocoques. "Ce sont des souches virulentes et toxinogènes, surtout le streptocoque A" indique le Dr Stéphane Gayet. Le streptocoque bêta-hémolytique du groupe A ou Streptococcus pyogenes est spécifique à l'espèce humaine. "Son habitat est l'arrière-gorge, donc le pharynx, et il a un pouvoir pathogène riche" informe l'infectiologue. Il est le plus souvent responsable d'infections non invasives bénignes, telles que l'angine, l'impétigo et la scarlatine. Plus rarement, il est responsable d'infections invasives graves.

Angine à streptocoque A : symptômes, c'est quoi ?

L'angine à streptocoque A dite "streptococcique" est une angine bactérienne qui peut toucher l'enfant et l'adulte. Habituellement soignée par antibiotiques, elle peut se compliquer quand le streptocoque se déplace ailleurs que dans la gorge. Des cas inquiétants dont 3 décès sont rapportés en France en décembre.

Qu'est-ce que le streptocoque B ?

Le streptocoque B (Streptococcus agalactiae) n'est pas spécifique à l'espèce humaine même si c'est une bactérie principalement humaine. On le retrouve chez certains animaux mais l'échange avec l'animal n'est pas très fréquent.

Il peut devenir dangereux en cas de grossesse où il peut être transmis au nouveau-né au moment de l'accouchement et provoquer des infections graves comme une méningite ou une pneumopathie. C'est pourquoi un dépistage systématique en fin de grossesse est réalisé par prélèvement vaginal. En cas de positivité, un antibiotique est donné par voie veineuse à la mère de manière préventive dès le début du travail et jusqu'à la naissance.

Transmission : comment attrape-t-on un streptocoque ?

Les streptocoques A et B ne sont pas des bactéries commensales (qui appartiennent de façon physiologique au microbiote). Il n'est pas "normal" d'avoir des streptocoques dans notre organisme mais des gens en sont porteurs sains : ils les hébergent, les tolèrent et ne le savent pas car ils ne développent pas de maladie mais ils sont contagieux. Ils peuvent transmettre un streptocoque. "Par exemple, une personne porteuse qui a mis les mains à la bouche peut transmettre un streptocoque A ou B en serrant la main d'une autre personne. Tout ce qui va à la bouche est le principal mode d'entrée des streptocoques A et B".

Quelle est la période de contagiosité d'une personne contaminée ?

"La contagiosité (temps durant lequel une personne reste contagieuse) devient quasiment nulle après 48h de traitement antibiotique" informe le Dr Gayet. Fièvre très élevée, frissons, douleurs, altération de l'état général sont des signes d'alerte.

Quels sont les symptômes d'une infection à streptocoque ?

Les symptômes dépendent de la localisation. "Le streptocoque A en particulier donne des signes très marqués. Les symptômes (ce que l'on ressent) et signes (ce que l'on constate) sont très bruyants : fièvre très élevée (39-40•C), frissons, douleurs, altération de l'état général..." informe le Dr Stéphane Gayet. "L'érysipèle (infections cutanées) se signale par une rougeur étendue sur un membre ou sur le visage, une fièvre très élevée, des frissons" indique-t-il.

Quelles maladies entraîne un streptocoque ?

► Le streptocoque A est à l'origine d'angines rouges (érythémateuses) ou rouges à points blancs (érythémato-pultacées), de scarlatine, forme d'angine plus grave. Il entraîne aussi des infections cutanées : l'érysipèle, infection grave qui nécessite souvent une hospitalisation, et qui se voit plutôt chez des personnes présentant une surcharge pondérale ou des troubles de la circulation lymphatique et veineuse ; l'impétigo, surtout dans les pays tropicaux. Lors d'infection invasive, plus grave, le streptocoque A est aussi à l'origine de septicémies souvent mortelles, notamment de septicémies après l'accouchement (la fièvre puerpérale), de dermo-épidermite nécrosante (fasciite nécrosante, cellulite nécrosante) qui arrive surtout à l'hôpital après une opération chirurgicale. Il y a également des pneumonies à streptocoque A.

► "Le streptocoque B a un pouvoir pathogène un peu moins intense. Il est surtout redoutable chez le nouveau-né" enseigne l'infectiologue. "Les nouveaunés peuvent faire une septicémie après la naissance du fait de la contamination par voie basse lorsqu'une femme est porteuse du streptocoque B dans le vagin, explique-t-il. C'est pourquoi un prélèvement vaginal et du rectum est réalisé en fin de grossesse, à la 35ème semaine. Si c'est positif, le vagin est décolonisé de façon temporaire avec un traitement antibiotique avant le travail " précise le spécialiste. Le streptocoque B donne également des angines et des septicémies chez l'adulte.

Diagnostic : quels examens et tests faire pour savoir si on est contaminé ?

"Le diagnostic est surtout clinique. Un médecin qui a de l'expérience repère vite une infection à streptocoque qui présente des signes cliniques typiques (fièvre élevée, altération de l'état général, localisations habituelles...)" informe le spécialiste.

Il existe un test de diagnostic rapide pour l'angine à streptocoque (test biologique) et des hémocultures peuvent être effectuées. Une infection à streptocoque A occasionne en effet souvent un passage important de la bactérie dans le sang. Des prélèvements de sang (hémocultures) sont mis en culture dans des flacons afin d'identifier la bactérie. Des prélèvements locaux (écouvillonnage et mise en culture) peuvent également être faits, par exemple en cas d'érysipèle.

Des examens de sang habituels (NFS) peuvent détecter une infection (augmentation de la CRP, hyperleucocytose).

En décembre 2022, suite à une hausse de cas d'infections invasives à streptocoques A, la DGS demande aux médecins de procéder à un Test Rapide d'Orientation Diagnostique (TROD) Streptocoque A devant une angine et à un prélèvement de gorge devant un tableau clinique de scarlatine, en cas de TROD négatif. "Un TROD négatif ne suffit pas à exclure une infection à streptocoque A" précise la DGS. Elles peuvent évoluer vers des formes plus sévères et parfois réanimatoires constituant le syndrome du choc toxique.

Quels sont les traitements d'une infection à streptocoque ?

Les infections à streptocoques A et B sont traitées avec des antibiotiques. "Le meilleur antibiotique est la pénicilline, surtout l'amoxicilline (CLAMOXYL)" informe le Dr Stéphane Gayet. La durée du traitement est fonction de la gravité de la maladie, de 4 jours à trois semaines.

Comment se protéger d'une infection à streptocoque ?

Pour limiter les risques de transmission, il est conseillé d'adopter les mêmes gestes barrières utilisés contre les virus de l'hiver :

Lavage des mains,

Port du masque pour les personnes avec infections respiratoires,

Eternuer ou tousser dans le pli du coude





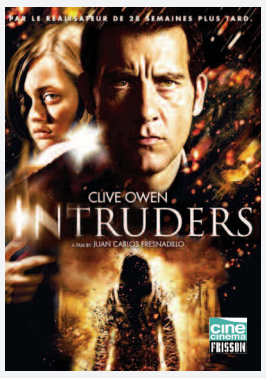








JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h55 Série policière France ,2022 — TF1
HPI

22h50 Magazine d'information, France 2023 — France 2
Envoyé spécial

20h55 Film d'aventures, 1981 — M6
Les aventuriers de l'Arche perdue

21h00 Série dramatique, Etas unis 2023 — CANAL+
Yellowjackets

20h45 Musique, 2023 — W9
Les 20 chansons de Michel Sardou préférées des Français

20h50 Cinéma Film d'horreur — CINE + FRISSON
Etats-Unis - Espagne 2011
Intruders

21h05 Culture Infos — 6ter
Magazine de société
Vive le camping

20h50 Cinéma Film d'action Etats-Unis 2001 — CINE + PREMIER
Le dernier château

20h55 Cinéma Film d'action? 1982 — C8
Rambo : First Blood

20h50 Cinéma Film d'action? 2022 — CINE CINEMA
The Northman

21h00 Cinéma Film policier — CINE + FAMIZ
France 2008
Le crime est notre affaire

21h15 Cinéma Film de science-fiction — TMC
Etats-Unis - 2020
Tenet

21h03 la chaine CANAL+ SERIES



Série policière France, 2020
Saison 8 Épisode 5/6

Engrenages

Après avoir arrêté une "mule", Laure et Ali mettent au jour un vaste trafic de drogue entre Cayenne et Paris. Les deux policiers découvrent que les dealers qui ont enlevé Souleymane font pression sur Joséphine Karlsson pour l'obliger à défendre les droits des passeurs qui ont été appréhendés. De son côté, Gilou se fait embauché comme agent de sécurité dans la boîte de nuit de Cisco.

23h00

Série d'action Grande-Bretagne, 2020
Saison 1 Épisode 1/2

Gangs of London

Après l'assassinat de son père Finn Wallace, un chef de gang respecté, Sean veut trouver rapidement le meurtrier et le venger. Pour autant, le vide de pouvoir qui s'est créé menace la paix fragile entre les différents gangs londoniens. Ed le bras droit de Finn reprend en main le réseau des différents trafics illicites. Wallace a été tué dans un immeuble du clan des Albanais appartenant à Luan. Très vite les soupçons se portent sur lui et ses hommes de main.

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
	03:24	12:28	16:19	19:46	21:25	03:32	12:34	16:24	19:51	21:29	03:43	12:46	16:37	20:04	21:43	03:42	12:41	16:29	19:56	21:33	03:54	12:53	16:43	20:10	21:48	04:00	12:58	16:48	20:14	21:52	04:04	13:01	16:50	20:17	21:53

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7604 — JEUDI 1er JUIN 2023

www. jeune-independant. net direction@jeune-independant. net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	23°	13°
Oran	27°	13°
Constantine	21°	10°
Ouargla	31°	19°

L'ALGÉRIE SUIT DE PRÈS LA SCÈNE POLITIQUE ESPAGNOLE

SANCHEZ JOUE À QUITTE OU DOUBLE

Pedro Sanchez survivra-t-il à la déconvenue de son parti aux élections locales de dimanche dernier ? En recueillant 28. 1% des suffrages, le PSOE paye le prix de la mauvaise réputation de son chef auprès de l'électeur espagnol, y compris les sympathisants du parti.



La mauvaise gestion du Covid, l'alignement sur l'Otan dans la question ukrainienne et l'aliénation du partenaire algérien au profit d'un reniement historique du seul Sanchez sur le dossier sahraoui sont entre autres ardoises qui ont éprouvé le gouvernement socialiste. En convoquant, à la surprise générale, des élections législatives anticipées pour le 23 juillet prochain, le Premier ministre espagnol joue au quitte ou double. &Comme président du gouvernement et comme secrétaire général du Parti socialiste, j'assume la responsabilité des résultats et je pense qu'il est nécessaire de donner une réponse et de soumettre notre mandat démocratique à la volonté populaire», a dit Sanchez.

Sur les 10 régions gouvernées par les socialistes, directement ou dans le cadre d'une coalition, qui étaient en jeu dimanche, le Parti Populaire en a conquis six. Il s'est par ailleurs renforcé dans ses deux bastions régionaux de Madrid et de Murcie (sud-est) et a pris à la gauche les mairies de Valence et de Séville (sud), troisième et quatrième villes du pays. «L'Espagne veut, selon moi, tourner la page» et a «entamé un renouvellement politique qui ne s'arrêtera pas», a lancé avant-hier lundi le chef du PP, Alberto Nẽz Feijo, en appelant les Espagnols à faire de lui «le prochain chef du gouvernement de l'Espagne».

Fragilisé par l'usure du pouvoir et la baisse du pouvoir d'achat des Espagnols, le socialiste a subi un revers cuisant lors des municipales et des régionales de dimanche que les conservateurs du Parti Populaire (PP) avaient voulu transformer en référendum anti-Sanchez. Devancé depuis des mois dans les sondages par le PP, son image a également souffert des tensions récurrentes entre les socialistes et leurs partenaires de Podemos (gauche radicale) au sein du gouvernement. Il a été également été critiqué, parfois jusque dans son camp, pour ses alliances avec les indépendantistes catalans ou basques. Les milieux politiques et économiques ne lui pardonnent pas son alignement sur l'Otan dans l'affaire ukrainienne et l'exacerbation de la crise économique en Europe et en Espagne. Également mis en cause, ses positions illégales en faveur du Makhzen sur le dossier sahraoui et l'aliénation du partenaire algérien, ce qui a aggravé la crise économique et énergétique dans son pays.

L'onde de choc de la crise diplomatique entre Madrid et Alger est spectaculaire. 129 475 entreprises espagnoles ont cessé d'avoir des accords commerciaux avec l'Algérie. Et selon les données publiées par le ministère espagnol du Commerce sur son site internet, les pertes, en termes d'exportations, sont estimées à 630 millions d'euros, rien que pour la période allant de juin à octobre 2022.

Selon la même source, en 2021, l'Espagne a facturé entre juin et octobre 784,9 millions d'euros à l'Algérie. Mais durant l'année dernière, à la même période, le chiffre est tombé à 155 millions d'euros. De ce fait, l'Espagne a perdu 629,9 millions d'euros sur le marché des exportations vers l'Algérie. Selon des médias espagnols, «les pertes pour le commerce extérieur espagnol avoisinent même un milliard d'euros, à la fin de l'exercice écoulé».

Reste qu'à Alger, c'est la raison qui semble l'emporter. Le président de la République Abdelmadjid Tebboune avait déclaré que la crise avec l'Espagne est une crise avec son gouvernement et non pas avec le roi ou le peuple espagnol. D'ailleurs, les approvisionnements en gaz naturel n'ont jamais cessé, même si l'Algérie a majoré son prix, une sorte de sanction économique contre l'exécutif de Sanchez. L'Algérie officielle ne semble pas vouloir insulter l'avenir, car la chute de Sanchez et le retour vers la position historique de l'Espagne par un nouveau gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, signifiera le rétablissement du traité d'amitié et de bon voisinage entre les deux pays, un traité suspendu par Alger le 08 juin 2022. Le peuple algérien ne semble pas lui aussi, bouder l'Espagne.

Avec le tarissement de l'octroi de visas Schengen par la partie française, le sésame pour accéder à l'espace Schengen est désormais l'apanage des consulats espagnols. De plus en plus d'Algériens passent leurs vacances en Espagne au lieu et place de la Tunisie, par exemple. Les vols d'Air Algérie en direction de la péninsule ibérique, affichent déjà complet en raison aussi du fait que ceux qui ont des familles en France préfèrent transiter par l'Espagne. Idem pour les liaisons maritimes entre les ports algériens et espagnols. La moyenne annuelle des visas accordés par l'Espagne aux algériens dépasse les 100 000 pour des refus qui restent en dessous des 30% des demandes.

Le nombre des visas accordés va crescendo pour l'année en cours ce qui rend l'Espagne un Etat plus généreux en visas que son voisin français

L'Algérie qui refuse de s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats, verra d'un bon œil le retour à la raison en Espagne après les élections législatives anticipées. Une nette victoire de la droite permettra sans doute le retour du soutien à la légalité internationale sur le dossier sahraoui et surtout permettre aux PME espagnoles un retour au marché algérien.

Mahmoud Benmostefa

RELATIONS ALGÉRO-DANOISES

Vers l'intensification des rencontres économiques

L'INTÉRÊT porté par les entreprises danoises pour le marché algérien a été signalé par l'ambassadrice du Royaume du Danemark en Algérie, reçue par le ministre des Finances. Les relations économiques et financières entre le Danemark et l'Algérie ont été aussi passées en revue par les deux parties, lesquelles ont aussi examiné les voies et moyens de les consolider. Le ministre des Finances, Laaziz Faid, et l'ambassadrice du Royaume du Danemark en Algérie qui se sont entretenus, avant-hier, au siège du ministère se sont par ailleurs félicitées de la ratification de la Convention bilatérale en vue de l'élimination de la double imposition.

L'entrée en vigueur de cette Convention constituera, selon les deux parties, «un signal fort» aux opérateurs économiques des deux pays pour stimuler leurs initiatives et doubler leurs efforts en vue de rehausser le niveau de la coopération économique bilatérale.

Le ministre des Finances a aussi abordé avec son interlocutrice «les chantiers de réformes engagées par notre pays en vue de faire face aux défis de développement économique et social», a indiqué le ministère dans un communiqué.

Il a surtout fait part des mesures introduites par les pouvoir publics pour l'amélioration de l'environnement lié à l'investissement et son écosystème. L'objectif étant de «renforcer sa stabilité, sa transparence, ainsi que les garanties offertes aux investisseurs y compris étrangers», a-t-on signalé. Saluant les efforts déployés par le gouvernement algérien, l'ambassadrice danoise a exprimé «l'intérêt porté par de nombreuses entreprises danoises pour le marché algérien et ses potentialités». Les deux parties ont convenu «d'intensifier les échanges et les rencontres entre opérateurs des deux pays en vue d'explorer les domaines d'intérêt commun et de travailler de concert pour renforcer et diversifier la coopération bilatérale».

L. A. A.

PLUIES TORRENTIELLES À BOUMERDÈS

Plusieurs axes routiers fermés à la circulation

PAS de dégâts matériels ni de dégâts humains ne sont à déplorer suite aux pluies torrentielles qui se sont abattues notamment hier matin dans la wilaya de Boumerdes. C'est ce qu'a déclaré le lieutenant Bouchachia Hocine, chargé de communication de la Protection civile de la même wilaya, avant de noter une accumulation des eaux dans plusieurs communes. Les unités de la Protection civile de la wilaya de Boumerdès ont effectué plusieurs interventions suite aux intempéries afin d'évacuer la remontée des eaux à travers différentes régions, dont les plus importantes sont les communes de Boudouaou, Corso et Boumerdès, déployant tous les équipements matériels et humains nécessaires pour la réussite de cette opération «, a déclaré le lieutenant Bouchachia au Jeune Indépendant. Le même responsable a rassuré qu'»aucune perte humaine n'est à déplorer».

Depuis la matinée d'hier plusieurs communes ont connu de très violents orages, qui ont provoqué une montée des eaux et la fermeture de plusieurs axes routiers. Le niveau élevé des eaux a provoqué l'arrêt de la circulation sur toutes les routes, entrées et sorties de la wilaya de Boumerdès.

Le trafic était également arrêté sur la route reliant Boudouaou à Tizi Ouzou, en sus de la fermeture de la route au niveau du front de mer.

Dans la gare de Corso, ces pluies ont été à l'origine de l'arrêt des trains en raison du niveau d'eau élevé sur la voie ferrée. Par ailleurs, les trains partant d'Alger à destination de Thénia étaient à l'arrêt au niveau de la gare de Réghaia.

Samia Acher

HADJ 2023

Départ des premiers pèlerins

LE PREMIER vol de départ des pèlerins algériens de la compagnie nationale aérienne Air Algérie à destination des Lieux saints de l'Islam a eu lieu hier soir à partir de l'aéroport Houari-Boumediene d'Alger, a affirmé le porte-parole de la compagnie, Amine Andaloussi. Ce vol de départ sera suivi par d'autres vols à partir d'Oran, Constantine, Annaba, Ouargla, Bechar, Laghouat, Adrar et Tamanrasset», a précisé M. Andaloussi.

La compagnie nationale a programmé 78 vols à destination des Lieux saints au niveau de 9 aéroports à travers le territoire national. Ces vols programmés pour le transport des futurs hadjis aux Lieux saints de l'Islam s'étaleront jusqu'au 20 juin prochain, a-t-il ajouté, assurant que la compagnie nationale a pris toutes les dispositions pour assurer de meilleures conditions de voyage, notamment pour les services de catering (restauration) avec un menu adapté.

M. B.